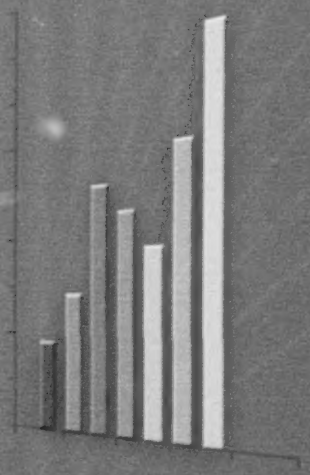
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca



Rapport annuel de gestion 2011-2012

Québec

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

BUREAU DE MONTRÉAL
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090 (sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Compte Twitter : @statquebec

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2012
ISBN : 978-2-550-66053-8 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-550-66054-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2012

Tous droits réservés pour tous les pays.

Octobre 2012

Crédits des photographies

p. 9 : © iStockphoto.com/stevecoleimages
p. 13 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p. 19 : © iStockphoto.com/blackred
p. 39 : © iStockphoto.com/konradlew
p. 53 : © iStockphoto.com/skynesher
p. 55 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p. 63 : © iStockphoto.com/FélixLaframboise
p. 95 : © iStockphoto.com/mattjeacock

Pochette Organigramme au 31 mars 2012 : © iStockphoto.com/lisegagne
Sommaire des résultats liés au Plan stratégique 2009-2014 : © iStockphoto.com/nikada

Québec, le 30 octobre 2012

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 33 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, le Rapport annuel de gestion de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2012.

Ce rapport rend compte des réalisations et des résultats de l'équipe de l'Institut en lien avec son nouveau plan stratégique et avec son plan d'action de développement durable. Il est structuré de manière à permettre de mesurer l'atteinte des objectifs établis conformément aux diverses exigences de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*. Il contient également de nombreux renseignements d'intérêt public qui aident à mieux connaître l'organisation.

Je profite de l'occasion pour remercier tout le personnel de l'organisation pour sa contribution à l'avancement de l'information statistique pour et sur le Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

N Marceau

Nicolas Marceau

Québec, le 29 juin 2012

Monsieur Raymond Bachand
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

C'est avec fierté que je vous transmets le Rapport annuel de gestion de l'Institut de la statistique du Québec pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 2012.

Ce rapport présente les réalisations de l'Institut au cours de l'exercice financier 2011-2012 en fonction du Plan stratégique 2009-2014, du Plan d'action de développement durable 2008-2013 et de la Déclaration de services aux citoyens. Ce rapport fait état de l'utilisation des ressources de l'organisation et rend compte des exigences législatives et gouvernementales.

Au nom de l'Institut, je réitère notre engagement à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique produite pour le Québec. Je profite aussi de l'occasion pour exprimer toute ma gratitude envers les citoyens et les entreprises pour l'intérêt porté à nos travaux et leur participation aux enquêtes menées par l'Institut.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ

Le *Rapport annuel de gestion 2011-2012* de l'Institut de la statistique du Québec présente fidèlement la mission et la vision de l'organisme.

Ce rapport expose les orientations et les résultats du Plan stratégique 2009-2014 et rend compte des engagements relatifs à la Déclaration de services aux citoyens. Il comprend également une description de l'utilisation des ressources au sein de l'Institut.

À notre connaissance, les données contenues dans le Rapport annuel de gestion 2011-2012 ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2012.

Les états financiers annuels de l'Institut ont été vérifiés par le Vérificateur général du Québec.

Stéphanie Mercier
Directeur général

Nicole Lemieux
Directrice générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique par intérim

Marie-José Péan
Secrétaire
Directrice générale adjointe à la coordination institutionnelle

Pierre Cauchon
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse économiques

09 PARTIE 1 PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

13 PARTIE 2 BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2011-2012

19 PARTIE 3 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

39 PARTIE 4 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013

53 PARTIE 5 RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

55 PARTIE 6 UTILISATION DES RESSOURCES

63 PARTIE 7 EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

64 Accès aux documents et protection des renseignements personnels

65 Programme d'accès à l'égalité en emploi

71 Allègement réglementaire et administratif

72 Éthique

73 Changements climatiques

74 L'emploi et la qualité de la langue française dans l'administration

75 Politique de financement des services publics

77 Rapport du Vérificateur général et états financiers

92 Liste des enquêtes statistiques

95 ANNEXES

96 Annexe 1 – Liste des publications

100 Annexe 2 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut de la statistique du Québec

POCHETTE SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

ORGANIGRAMME AU 31 MARS 2012

BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CCSI	Comité de confidentialité et de sécurité de l'information
CEC	Comité d'examen confidentialité
CID	Centre d'information et de documentation
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
EQCOTESST	Enquête québécoise des conditions de travail, de l'emploi et de santé et sécurité au travail
EQDEM	Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle
EQES	Enquête québécoise sur l'expérience de soins
EQLAV	Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement
ETC	Équivalent temps complet
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
IRSST	Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MJQ	Ministère de la Justice du Québec
MRC	Municipalité régionale de comté
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
PIB	Produit intérieur brut
R-D	Recherche et développement
RADPRP	Responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels
RDPRM	Registre des droits personnels et réels mobiliers
RI	Ressources informationnelles
RMR	Région métropolitaine de recensement
RVIPP	Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques
SIQ	Société immobilière du Québec
TI	Technologies de l'information
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal

01

PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Ces informations enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

L'Institut est responsable des enquêtes statistiques d'intérêt général, y compris l'enquête sur la rémunération comparée des salariés. L'organisme établit et tient à jour le bilan démographique du Québec et assume le suivi des indicateurs de développement durable.

Organisation de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut offre son expertise en matière d'information statistique régionalisée le cas échéant, dans les domaines suivants :

- Culture et communications
- Démographie et données sociales
- Développement durable
- Économie et finances
- Régions
- Investissements
- Santé, éducation et bien être
- Travail et rémunération

L'Institut offre des services de nature scientifique et technique, à savoir la diffusion de statistiques publiques, des enquêtes, des études et analyses, des travaux méthodologiques et de traitement des données, la collecte de renseignements et des études d'impact économique.

L'institut facilite également l'utilisation des statistiques disponibles afin d'en maximiser l'exploitation dans le respect de la confidentialité.

En partenariat, il favorise la coordination des activités statistiques des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté d'un secrétariat, de quatre directions générales adjointes, de douze directions et de cinq services. Les responsabilités des directions générales adjointes touchent les domaines des statistiques économiques et sociales, les services à la production statistique et la coordination institutionnelle.

Enfin, le directeur général peut compter sur le Comité d'éthique, formé principalement d'experts externes, qui émet des recommandations fondées sur des principes reconnus en matière d'éthique dans le respect des participants aux différentes enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2012 est présenté dans la pochette à la fin du document.

AU CŒUR DE VOTRE RÉFLEXION, EN APPUI À VOS DÉCISIONS, NOTRE LEADERSHIP, NOTRE EXPERTISE, NOTRE CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT DU QUÉBEC.

CLIENTÈLE ET PARTENAIRES

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble. L'administration publique constitue toutefois la plus grande part de sa clientèle.

L'Institut met également ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des centres de recherche, des entreprises privées, des organisations syndicales, patronales et du milieu associatif.

Tout en demeurant le lieu privilégié de la production et de la diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats dans une perspective de collaboration et de complémentarité.

L'Institut de la statistique du Québec agit à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada en présentant les besoins statistiques de l'administration publique québécoise. L'Institut maintient également des liens avec les agences statistiques de différents pays.

COMITÉS CONSULTATIFS

À l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de voir ses partenaires contribuer à la réflexion sur les priorités relatives aux statistiques pour le Québec, l'Institut s'est doté de comités consultatifs. Au total, 14 comités sont en place dans les principaux domaines d'activité de l'Institut :

- Comité sur l'information statistique pour le Québec;
- Comité sur la science, la technologie et l'innovation;
- Comité sur les statistiques démographiques et sociales;
- Comité sur les statistiques du travail et de la rémunération;
- Comité sur les statistiques économiques et sectorielles;
- le Comité de direction de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), y compris ses comités consultatifs :
  - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques;
  - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion;
  - sur le disque et les arts de la scène;
  - sur le livre, la littérature et les bibliothèques;
  - sur le multimédia;
  - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives;
  - sur les municipalités et les administrations locales;
  - sur la recherche universitaire

02

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2011-2012

La présente section fait état des événements et des réalisations qui ont marqué l'année 2011-2012.

FAITS SAILLANTS

Le personnel de l'Institut a grandement contribué à la valorisation des résultats d'enquêtes au cours de l'exercice financier 2011-2012. Ces enquêtes ont joint des milliers de citoyens, notamment sur des thématiques relatives à la qualité des soins de santé, aux préférences en matière de services de garde, à la réussite scolaire et aux habitudes de vie.

Les travaux de l'Institut comptent également des avancées porteuses en matière d'innovation, de développement régional, de l'analyse du marché du travail et du développement durable.

Les nombreuses conférences offertes par les experts de l'Institut, la fréquentation du site Web ainsi que l'intérêt croissant des médias confirment la pertinence des productions statistiques diffusées par l'Institut.

Les spécialistes de l'Institut continuent d'assurer un suivi constant des résultats déjà dévoilés ou attendus du Recensement 2011 et de l'*Enquête nationale auprès des ménages* de Statistique Canada. Considérant les modifications majeures apportées au dernier recensement par le gouvernement du Canada, nos préoccupations demeurent entières au regard de la qualité des données (fiabilité, cohérence, comparabilité), de la représentativité des groupes vulnérables et de la disponibilité de données à une échelle géographique fine.

Au cours de la dernière année, l'Institut a intensifié sa collaboration avec Statistique Canada en matière de comptabilité nationale, de finances publiques, d'innovation et de culture.

Enfin, l'Institut continue de renforcer les liens avec les ministères et les organismes de l'administration publique québécoise dans le but de mieux répondre aux besoins de ses principaux partenaires.

ÉCONOMIE ET RÉGIONS

LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE DES MUNICIPALITÉS QUÉBÉCOISES

L'Institut a élaboré, à partir de données administratives et fiscales, un indice mesurant la vitalité économique des municipalités québécoises. Cet outil innovateur a fait l'objet d'une présentation au colloque international « La mesure du développement » tenu à Paris sous l'égide de l'UNESCO.

L'INNOVATION DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION

Pour la toute première fois, l'Enquête sur l'innovation dans le secteur de la fabrication au Québec 2008-2010 a été menée en 2011-2012, auprès de 3 000 établissements.

Cette enquête vise à mesurer les efforts portant sur les innovations de produits, des procédés organisationnels et de commercialisation. Les résultats sont présentés par région administrative et RMR ainsi que pour 13 regroupements de secteurs de la fabrication.

L'INSTITUT RAYONNE À QUÉBEC EXPLORATION

L'Institut a confirmé son rôle de producteur et de diffuseur de la statistique officielle du secteur minier au Québec à l'occasion du congrès Québec Exploration 2011. Lors de cet événement qui a accueilli 2 200 visiteurs, l'Institut a fait connaître ses travaux tout en créant de nouveaux liens avec les acteurs clés du secteur minier.

LE MILIEU DU TRAVAIL ET LES TRAVAILLEURS EXPÉRIMENTÉS

L'Institut est associé aux travaux de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs de 55 ans et plus depuis la formation de cette commission.

Une nouvelle publication, *La qualité de l'emploi des travailleurs plus âgés au Québec : regard sur l'évolution de la situation des femmes et des hommes* ainsi que plusieurs articles sur le sujet ont été diffusés au cours de la dernière année.

Mentionnons la contribution au rapport de l'*Enquête québécoise sur les conditions de travail, d'emploi et de santé et sécurité au travail* (EQCOTESST), fruit de la collaboration de nombreux partenaires.

PREMIÈRE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA QUALITÉ DE L'EMPLOI

Dans le cadre de ses travaux portant sur le travail et la rémunération, l'Institut a tenu une journée d'étude sur le thème de la qualité de l'emploi. Cet événement a réuni un large public. Une synthèse des travaux et des échanges est accessible sur le site de l'Institut.

DIFFUSION PUBLIQUE DE L'ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE

Depuis le mois de septembre 2011, l'Institut diffuse sous diverses facettes, les résultats québécois de l'Enquête sur la population active produite par Statistique Canada.

ENQUÊTE SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT

La révision de l'*Enquête sur la fréquentation d'établissements d'hébergement au Québec* a été finalisée en 2011-2012. Les travaux réalisés auront permis d'améliorer la qualité et la fiabilité des données. L'Institut est associé plus étroitement aux efforts du ministère du Tourisme dans le développement de l'industrie touristique québécoise.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES COMPTES DE L'ENVIRONNEMENT

La mise à jour des indicateurs de développement durable s'inscrit dans le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de développement durable 2008-2013 et de la Loi sur le développement durable.

Ces indicateurs font l'objet de consultations régulières de citoyens sur le site Web de l'Institut.

En matière de développement durable, l'approche par capitaux retenue par l'Institut a fait l'objet de plusieurs présentations au cours de l'exercice financier 2011-2012. Une professionnelle de l'Institut a présenté ses travaux sur les comptes de l'environnement lors de la réunion « *Expert Meeting on Ecosystem Accounts* », tenue à Londres. Grâce à ces avancées, l'Institut est partie prenante du processus de construction d'un système de comptabilité économique et environnementale.

SANTÉ ET CONDITIONS DE VIE

LA SANTÉ DES JEUNES DU SECONDAIRE

L'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* a été complétée au mois de mai 2011. Cette enquête a permis de joindre 63 000 élèves au Québec dans le but de mieux connaître l'état de santé et les déterminants de la santé des jeunes. La diffusion des résultats et des analyses pertinentes est prévue en 2012-2013.

L'EXPÉRIENCE ET LES BESOINS EN MATIÈRE DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

L'Institut a mené plusieurs enquêtes dans le domaine de l'organisation des services de santé et des services sociaux au cours des dernières années.

En 2011-2012, 48 200 personnes ont répondu à l'*Enquête québécoise sur l'expérience de soins* (EQES) visant à documenter cinq dimensions permettant d'apprécier la performance du système de santé et des services sociaux du Québec soit : l'accessibilité, la continuité, l'efficacité, la sécurité et l'équité.

L'*Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement* (EQLAV) a été réalisée auprès de 24 800 personnes afin de combler le manque d'information statistique quant à la qualité de la prise en charge par le système de soins et de services sociaux des personnes plus vulnérables.

L'objectif principal de cette enquête est de fournir des données permettant de mieux connaître les caractéristiques des personnes ayant une limitation d'activités, des personnes atteintes d'une maladie chronique et celles des personnes âgées, principalement à l'égard de leur utilisation des services et de leurs besoins non comblés.

ZOOM SANTÉ

Les publications *Zoom Santé* ont été fort variées et riches de la présentation des résultats de nombreuses enquêtes. Citons les articles sur les habitudes tabagiques, la consommation d'alcool, le soutien social et la santé des aînés.

LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Les professionnels de l'Institut poursuivent le développement du projet « Collectif sur le vieillissement de la population » afin d'offrir de l'information statistique fiable sur les enjeux reliés à cette thématique. Un portail dont la préparation a nécessité un effort important en 2011-2012, est présenté sur le site Web de l'organisme.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'Institut est partenaire du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 - Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.

En collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut est responsable de la réalisation du troisième cycle de l'*Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec*. L'élaboration de l'enquête ainsi que certains travaux préparatoires ont été menés en 2011-2012. Ainsi qu'il est énoncé dans le plan d'action, la collecte principale sera réalisée en 2012.

LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS

L'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ÉLDEQ) s'est poursuivie par la livraison de la documentation technique et du fichier final de microdonnées dénominalisées issus de la collecte E13 alors que les enfants étaient en 6e année primaire ainsi que la réalisation de la collecte E14 alors que les enfants étaient en première secondaire.

Cette vaste enquête ouvre des perspectives inédites en matière d'analyse. Les publications réalisées au cours de l'année 2011-2012 donnent un aperçu de la richesse de cette étude longitudinale.

Les experts de l'Institut ont livré une communication fort appréciée lors de l'événement « Un Québec fou de ses enfants : 20 ans et ça continue », sous le thème « Que nous apprennent les données d'enquêtes sur le développement des enfants et des jeunes du Québec depuis les 20 dernières années? »

Il importe de souligner le début des activités de collecte de données de l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* (EQDEM) en février 2012. Cette enquête vise tous les enfants de maternelle âgés de 5 ans du Québec (environ 79 000 enfants). Les questionnaires sont remplis en ligne par les enseignants de maternelle du Québec. Il s'agit de la plus importante collecte par Internet réalisée jusqu'à maintenant par l'Institut. Des efforts considérables ont été investis dans la conception et l'ergonomie des questionnaires.

On y mesure le degré de préparation à l'école des enfants à l'aide de l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance ©McMaster University élaboré par des chercheurs du Offord Centre for Child Studies de l'Université McMaster en Ontario.

À L'ÉGARD DE LA CULTURE

Au cours de la dernière année, l'Organisme de la culture et des communications du Québec (OCCQ) a diffusé 13 bulletins statistiques *Optique culture*. La publication de la monographie sur *Les écrivains québécois. Portrait des conditions de pratique de la profession littéraire au Québec 2010* marque la première d'une série d'enquêtes sur les professions artistiques et de communication.

L'OCCQ a innové en publiant les résultats d'études de faisabilité sur cinq indicateurs culturels. Ce projet s'inscrit dans la volonté de constituer des indicateurs avancés en matière de culture.

La refonte de l'Enquête sur les projections cinématographiques a mené à la révision de la publication *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante*. Cette enquête permet de disposer de données plus détaillées, notamment sur les projections numériques et 3D.

Par ailleurs, l'Observatoire est partie prenante des travaux liés à la Société du savoir. Cette participation a contribué à la création d'un cadre conceptuel visant la production d'un portrait statistique de l'économie sociale.

DES DÉLÉGATIONS

L'Institut a eu le plaisir de recevoir une délégation en provenance de la République populaire de Chine. Nos homologues chinois étaient particulièrement intéressés par nos travaux en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

L'Institut a également eu le privilège de recevoir l'Administrateur général de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique. Les échanges ont porté sur la programmation statistique et le modèle d'affaires de l'Institut.

Quelques chiffres

360	Plus de **360 employés** engagés à collecter, produire, analyser et diffuser des données pertinentes et de qualité sur le Québec
110	Plus de **110 publications**, capsules et articles diffusés
3 000	Près de **3 000 articles, mentions, entrevues dans les médias et demandes d'information** par des journalistes
1 600 000	Près de **1,6 million de sessions de travail** sur le site de l'Institut
800	Consultation de quelque **800 partenaires** dans le but de favoriser le développement du système statistique québécois
80	Près de **80 intervieweurs** ayant mené **48 enquêtes**, auprès de **38 000 entreprises** et **208 000 citoyens**
67	Quelque **67 présentations d'experts** lors de grands événements à caractère scientifique au Québec, au Canada et sur la scène international

03

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014, dont la structure est exposée dans le tableau synoptique ci-dessous, sont présentés en fonction de chacun des objectifs. Le Plan stratégique 2009-2014 compte 35 indicateurs dont deux demeurent sous évaluation. La majorité des indicateurs comportent des cibles.

NOTRE MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

NOTRE VISION

Au cœur de votre réflexion, en appui à vos décisions : notre leadership, notre expertise, notre contribution à l'avancement du Québec.

ENJEUX

I	S	Q
Innovation pour un système statistique québécois intégré	Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec	Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATIONS

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles	Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité	Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXES D'INTERVENTION

Promotion d'alliances stratégiques	Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires	Adéquation de notre offre de service	Utilisation de l'information statistique	Engagement des ressources humaines	Pratiques de gestion performante
Objectifs **1-2**	Objectifs **3-4**	Objectifs **5-6**	Objectifs **7-8**	Objectifs **9-10-11**	Objectifs **12-13**

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 1

INTENSIFIER LES EFFORTS POUR ANTICIPER LA CONNAISSANCE STATISTIQUE NÉCESSAIRE POUR LE QUÉBEC

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des tribunes pertinentes	**12** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**840** organisations consultées
Nature des domaines de connaissance	**16** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**162** activités de veille **3** projets innovants

L'Institut participe aux diverses tribunes gouvernementales auxquelles siègent des élus ou des hauts dirigeants de la fonction publique québécoise. L'Institut considère ces tribunes comme des lieux privilégiés permettant de saisir l'émergence de nouveaux besoins et d'établir les bases d'échanges constructifs qui enrichiront l'offre de produits et services. En 2011-2012, la participation de l'Institut a permis de créer et de consolider de nouveaux partenariats. La présence de l'Institut est acquise à de nombreuses tribunes.

Toujours en 2011-2012, l'Institut a mis sur pied le Comité sur l'information statistique pour le Québec. Ce comité regroupe les dirigeants de plusieurs ministères de l'administration publique québécoise. Ce forum renforce la concertation stratégique vers le développement d'une programmation statistique à la fine pointe répondant aux besoins du Québec.

Il importe également de souligner la tenue de multiples rencontres bilatérales entre l'Institut et les dirigeants de ministères et d'organismes québécois. Ces échanges sont autant d'occasions de faire évoluer notre offre de produits et services.

L'Institut porte constamment attention aux besoins et aux préoccupations exprimées par ses propres comités consultatifs, par les comités d'orientation de projets de même que par les tables de travail et les comités directeurs et scientifiques.

Ainsi, l'Institut a consulté régulièrement de multiples acteurs dans divers secteurs afin d'anticiper les besoins statistiques du Québec.

En 2011-2012, les spécialistes de l'Institut ont amorcé et poursuivi des travaux novateurs qui enrichissent des champs de connaissance. Mentionnons :

- le vieillissement (y compris l'élaboration d'un tableau de bord);
- le développement des enfants de 0 à 5 ans;
- les ventes d'albums de nouveaux artistes québécois;
- la comparaison des régimes de retraite;
- l'intermédiation financière réalisée par des sociétés d'assurance de personnes.

De par sa complexité et son ampleur, l'ÉLDEQ constitue une source de développement et de recherche appliquée considérable. La qualité de l'enquête permet des développements dans les domaines des habiletés parentales, de l'expérience scolaire et des pratiques culturelles, entre autres.

Les travaux d'analyse des tendances du marché du travail et de la rémunération bénéficieront de la réalisation de projets structurants amorcés au cours de l'année 2011-2012.

L'anticipation des tendances se traduit également par des activités de veille et de recherche et développement (R-D), ouvrant de nouvelles perspectives sur différents enjeux de la société québécoise.

Ces activités de veille prennent diverses formes. La nature des activités de veille comprend la production de revues de la littérature, certaines en continu, de dossiers de veille ou de publications ainsi que la participation à des conférences et colloques. Il faut mentionner que tous les professionnels réalisent une veille continue dans leur domaine respectif d'expertise visant une compréhension actuelle des enjeux.

Les activités de recherche et développement comprennent deux volets, soit les activités R-D et les projets innovants, selon les définitions proposées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'endettement des ménages, le développement durable et l'économie sociale ont été des objets de recherche privilégiés au cours de la dernière année.

NATURE DES ACTIVITÉS DE VEILLE	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Rapports de veille diffusés sur le Réseau gouvernemental (RVIPP)	14
Bulletins de veille interne	8
Revues de la littérature – Rapport d'analyse	11
Participations à des conférences et des colloques	129

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 2

CONSOLIDER LE SYSTÈME DE STATISTIQUES OFFICIELLES DANS UNE PERSPECTIVE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE COHÉRENCE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles	En évaluation
Nombre et nature des activités de consolidation	**38** activités
Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	En évaluation

La consolidation du système de statistiques officielles se réalise progressivement dans le cadre d'une concertation des principaux acteurs gouvernementaux. Le taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles demeure un indicateur en évaluation dans la recherche d'un partenariat renforcé au sein de l'administration publique québécoise, mais également d'une meilleure compréhension des besoins du Québec.

L'Institut poursuit des travaux importants afin de cerner, de manière objective, les besoins de statistiques officielles pour le Québec.

L'Institut est engagé en faveur de la concertation en matière statistique au bénéfice des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise. Les activités de consolidation s'inscrivent dans cette recherche de complémentarité et de cohérence.

NATURE DES ACTIVITÉS DE CONSOLIDATION	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Achat regroupé de données statistiques auprès de Statistique Canada	20
Représentation auprès de Statistique Canada pour les besoins d'un ministère ou d'un organisme	2
Collaboration avec des ministères et des organismes afin d'éviter les dédoublements et les chevauchements	15
Participation conjointe à des enquêtes de Statistique Canada ou démarches réalisées dans ce sens	1

La Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) représente l'un des plus importants partenariats de la fonction publique québécoise. Cette plateforme regroupe 28 ministères et organismes qui oeuvrent à l'amélioration de la cohésion du système statistique québécois. La BDSO permet de partager et de mettre en commun les expertises, les processus et les ressources informationnelles.

Plus de 30 % des statistiques produites par l'Institut ont été intégrées progressivement et sont actuellement accessibles à partir de cette banque de données. L'ensemble des 28 ministères et organismes ont déposé des données dans la BDSO.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 3

ALLÉGER LES DEMANDES D'INFORMATION AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**427** publications et tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**21** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal	**84 %**

Les participants aux enquêtes, tant les citoyens que les entreprises, contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. En valorisant leur apport, l'Institut cherche à alléger leur tâche en exploitant davantage les données administratives, en consolidant les demandes d'information provenant de plus d'une entité ou en recourant à des modes de collecte adaptés à la réalité de ces participants.

En considérant l'ensemble des documents publiés ou mis à jour, le volume de production réalisé à partir de sources de données existantes atteint une proportion de 73,1 %, soit 427 publications et tableaux. Ce résultat est similaire à celui obtenu en 2010-2011.

L'atteinte d'un taux de réponse satisfaisant demeure un défi qui se pose à toutes les agences de statistiques officielles. L'adoption de pratiques novatrices représente un moyen privilégié d'obtenir la collaboration des citoyens et des entreprises.

Le volume d'enquêtes offrant la possibilité aux participants d'utiliser plus d'un mode de collecte atteignait 84 % en 2011-2012. Cette baisse s'explique par un nombre plus élevé d'enquêtes auprès des individus et des ménages. Ces enquêtes privilégient le contact téléphonique direct auprès des participants. La Direction des stratégies et des opérations de collecte a lancé des projets innovants en matière de collecte multimodale, notamment dans le domaine de la santé. Ces travaux contribueront à alléger le fardeau des participants aux enquêtes.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 4

DE CONCERT AVEC LES PARTENAIRES, ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume des sources de données disponibles	**1 036** sources
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**24** ententes

La diversification des sources de données et les ententes pluriannuelles visent à assurer la stabilité de la production statistique.

En 2011-2012, 1 036 sources de données ont fourni les fichiers de données nécessaires à la production des tableaux et des publications de l'Institut.

Au cours de cette période, 24 ententes garantissent l'approvisionnement de données à long terme. À titre d'exemples, mentionnons :

- l'utilisation de données administratives par l'Institut notamment dans le cadre de l'ÉLDEQ et en matière culturelle
- des ententes qui consolident et bonifient l'offre de produits statistiques dans le domaine bioalimentaire
- l'Entente sur l'élaboration de l'indice de vitalité économique pour les municipalités québécoises, les municipalités régionales de comté, les conférences régionales des élus et les régions administratives

Enfin, les ententes conclues avec notre partenaire principal, Statistique Canada enrichissent la production statistique de l'Institut dans une perspective à long terme.

Ces différentes sources de données permettent de réduire le fardeau des participants.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 5

MISER SUR DES PRODUITS ET DES SERVICES PERMETTANT À NOS CLIENTS DE RÉAGIR À LA DYNAMIQUE ÉVOLUTIVE DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume d'utilisation des produits et services	**81** ententes **67** présentations **1 641 082** sessions Web **667 053** consultations
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 926** mentions

L'Institut a mis l'expertise de ses ressources humaines en matière d'études d'impact économique et de compilations spécifiques à la disposition de 81 clients. Bien que l'utilisation du Modèle intersectoriel du Québec apparaisse moins fréquente en 2011-2012, il faut mentionner que les travaux livrés ont généré un chiffre d'affaires comparable à l'année précédente.

En 2011-2012, l'Institut a accordé 52 licences afin d'autoriser des organisations (centres de recherches, collèges et autres établissements d'enseignement) et des individus (chercheurs, enseignants) à utiliser ses données (tableaux ou rapports). Ces autorisations sont en hausse par rapport à 2010-2011, alors que l'Institut avait accordé 36 licences.

Il importe de souligner la croissance de la fréquentation du site Web de l'Institut ainsi que la couverture médiatique plus importante au fil des ans. Les résultats obtenus témoignent de la pertinence des travaux réalisés au sein de l'organisme.

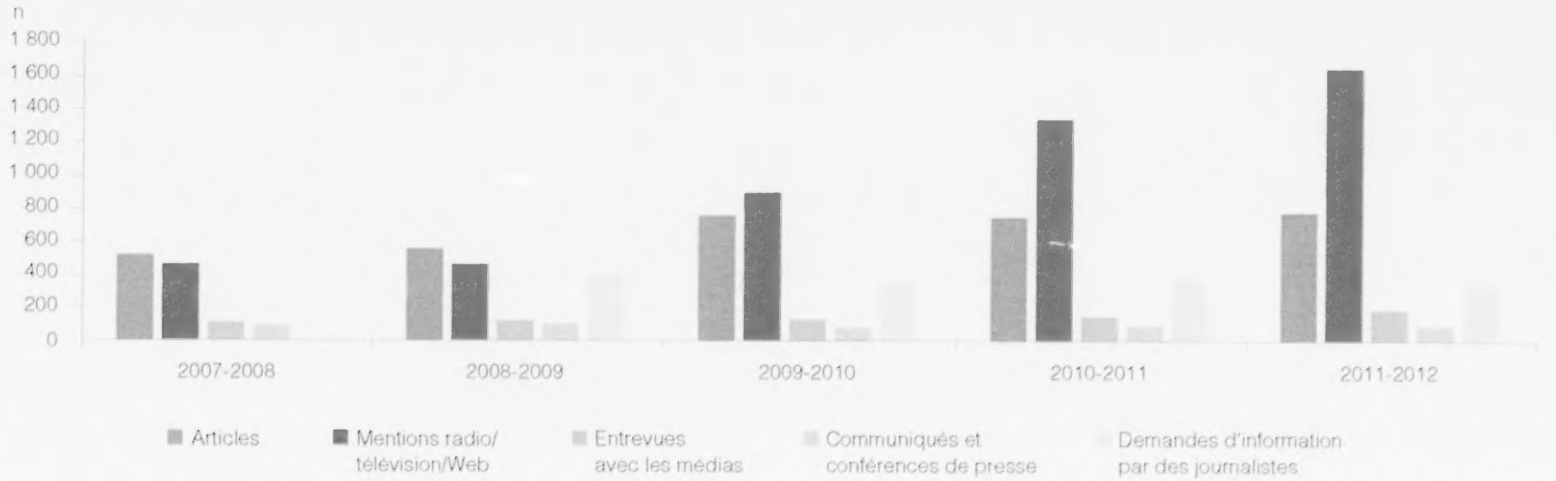
VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

Nombre d'ententes	Ministères et organismes	Municipalités et régions	Entreprises	Autres
2011-2012	16	2	61	2

VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Variation 2011-2012 / 2010-2011
Présentations à un congrès, un colloque ou un séminaire	62	62	77	71	67	–5,6%
Sessions sur le site Web	1 209 682	1 042 117	1 091 697	1 199 784	1 641 082	36,8%
Consultations des publications électroniques			475 670	476 652	667 053	39,9%

NOMBRE DE CITATIONS DANS LES MÉDIAS



Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 6

MAINTENIR LA QUALITÉ
ET LA NEUTRALITÉ DE NOTRE
INFORMATION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des clients	**n. d.**
Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	**98 %** (CID) **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)
Taux de conformité aux dates de publication	**69,5 %**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	**100,1**

L'Institut respecte ses engagements en réponse aux demandes d'information. Le Centre d'information et de documentation (CID) a traité 98 % des demandes d'information dans un délai de trois jours au cours de l'exercice financier 2011-2012.

De même, les services d'accès aux données à des fins de recherche ont traité 100 % des demandes quant à leur recevabilité, et ce, dans un délai maximal de un mois.

LE TAUX DE CONFORMITÉ AUX DATES DE PUBLICATION

Au début de chaque année, l'Institut publie le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise*. Ce document contribue à informer la clientèle, mais également à établir la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services.

En 2011-2012, le taux de conformité aux dates de publication annoncées est de 69,5 %.

Le non-respect de ces dates de publication s'explique souvent par des facteurs hors du contrôle de l'Institut, mais également par des changements apportés à la programmation en cours d'année. Sans que leur publication ne soit compromise, certains travaux d'envergure, notamment dans le secteur de la santé accusent du retard.

Ce résultat représente un progrès par rapport à 2010-2011, mais demeure toutefois inférieur à la cible fixée par le Plan stratégique, soit 90 %. Nous croyons qu'un suivi plus étroit et une meilleure planification porteront fruits au cours de la prochaine année financière.

LE TAUX DE RÉPONSE AUX ENQUÊTES

Le taux de réponse aux enquêtes est l'une des principales mesures de performance du Plan stratégique 2009-2014. Il s'agit d'un défi majeur pour toutes les grandes organisations statistiques. On observe une difficulté croissante à atteindre les résultats désirés au regard de la réponse aux enquêtes. Les enquêtes menées par l'Institut ont permis de joindre 38 000 entreprises et 208 000 citoyens en 2011-2012.

Les résultats obtenus lors des enquêtes tant auprès des ménages que des entreprises, permettent de procéder à l'inférence statistique à la population visée, une condition essentielle à la production d'un portrait précis d'une situation.

Dans ce contexte, l'Institut s'est doté de divers moyens pour maintenir la qualité des informations statistiques (modes de collecte adaptés, validation des outils de collecte, etc.). Deux grandes catégories d'enquêtes sont menées par l'Institut, à savoir les enquêtes auprès des ménages et des individus et celles auprès des entreprises et des institutions.

Des stratégies distinctes ont été élaborées en vue de favoriser l'atteinte d'un taux de réponse permettant la production de données fiables. Concernant l'année 2011-2012, la moyenne des taux de réponse aux enquêtes auprès des individus et des ménages est de 58,3 %. Du côté des enquêtes auprès des entreprises et des institutions, la moyenne des taux de réponse est de 89,6 %.

Étant donné que la programmation annuelle des enquêtes de l'Institut varie et que la population visée ainsi que les objectifs de chaque projet ne ciblent pas un taux de réponse identique, la lecture des taux moyens de l'ensemble des projets ne permet pas une juste comparaison. Afin d'assurer une comparaison de la performance de l'Institut, un ratio a été défini concernant chaque enquête terminée en 2011-2012 et pour laquelle une donnée antérieure similaire est disponible, donc comparable. Le rapport entre le taux de réponse obtenu en 2011-2012 et le taux de réponse antérieur est établi et permet de bâtir cet indicateur. La valeur finale du ratio est obtenue en calculant la moyenne des rapports relatifs des enquêtes ainsi considérées. Concernant l'année 2011-2012, le ratio est de 100,1*. Il s'agit d'un résultat satisfaisant compte tenu de la hausse importante enregistrée en 2010-2011 (103,7).

---

* Explication de la valeur de l'indicateur :

- s'il prend la valeur 100, on peut dire que la tendance est stable et que les taux de réponse aux enquêtes comparables se maintiennent par rapport à l'année précédente;
- s'il prend une valeur supérieure à 100, les taux de réponse sont en progression;
- s'il est toutefois inférieur à 100, les taux de réponse ont tendance à décroître.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 7

ASSURER UN ACCÈS CONVIVIAL À L'INFORMATION STATISTIQUE EN MISANT SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des modes de prestation de services	**3** nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	n. d.

L'Institut mise sur les nouvelles technologies pour transformer et rendre plus conviviaux la prestation de services et l'accès à l'information statistique.

L'Institut intègre les principes d'architecture d'entreprise du gouvernement du Québec, particulièrement en ce qui a trait aux informations et aux services offerts aux citoyens et aux entreprises.

L'Institut poursuit la refonte de ses services Web. Dans le cadre de ces travaux, l'Institut considère les trois nouvelles normes gouvernementales sur l'accessibilité des sites Web aux personnes handicapées. Ces normes ont déjà le statut de pratique recommandée.

Le taux de satisfaction à l'égard du site Web de l'Institut atteignait 91,9 % en 2009-2010. Cette mesure n'a pas fait l'objet d'une évaluation au cours de la dernière année.

L'Institut s'est engagé dans une démarche vers une plus grande accessibilité via les données ouvertes dans une perspective de transparence et de participation citoyenne.

Les utilisateurs de la BDSO ont pu bénéficier de plusieurs améliorations, notamment :

- l'ajout d'un tableau de bord interactif pour les indicateurs de développement durable
- la conception d'un portail Web sur la thématique du vieillissement
- l'introduction de tableaux dynamiques visant à faciliter l'utilisation des données

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 8

MAXIMISER L'EXPLOITATION
DES DONNÉES PAR DES TIERS
À DES FINS DE RECHERCHE
ET DE PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**62** projets
Nombre de banques de données utilisées	**178** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**22** alliances

Le Registre des événements démographiques a suscité 52 demandes d'accès aux données à des fins de recherche en 2011-2012. Les services d'accès ont été en mesure de réaliser et compléter 33 demandes.

Par ailleurs, parmi les cinq nouveaux projets amorcés en 2011-2012, deux projets majeurs sont en exploitation par les chercheurs, deux autres projets font l'objet d'une étude de faisabilité pour l'exploitation de fichiers issus du couplage de banques de données existantes dans la fonction publique québécoise à des fins de recherche et enfin, un projet demeure en traitement.

En regard de l'exploitation des données d'enquêtes, l'Institut compte 19 nouveaux contrats.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 9

ASSURER LA DISPONIBILITÉ DE L'EXPERTISE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de vulnérabilité des emplois	**18,5 %**
Nombre de jours de formation par ETC	**3,00** jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**2,3 %**
Taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables	**1,35 %**

L'expertise des employés de l'Institut représente une composante essentielle de l'offre de service. À cet égard, la perte de l'expertise est considérée comme l'un des risques majeurs pouvant compromettre les objectifs stratégiques de l'organisme.

Les gestionnaires ont mis en place des mesures visant l'amélioration de l'organisation du travail, le transfert des connaissances et le développement des compétences. La démarche de la gestion prévisionnelle de la main d'œuvre, amorcée en 2010-2011 s'est poursuivie au cours du dernier exercice financier et les bénéfices attendus pourront être appréciés au cours des prochaines années.

Ces actions conjuguées ont permis de réduire le taux de vulnérabilité des emplois de 2,5 points de pourcentage en 2011-2012 par rapport à un taux de 21 % en 2010-2011. Il s'agit d'une réduction continue du taux de vulnérabilité des emplois dans le cadre de l'actuel plan stratégique.

Ce résultat représente une des assises de la performance de l'Institut.

Les investissements en formation constituent, pour un organisme de haut savoir tel que l'Institut, un volet important de la gestion proactive des ressources humaines.

Le pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement est passé de 3,1 % en 2010-2011 à 2,3 % en 2011-2012. Ces résultats sont attribuables au respect des exigences gouvernementales en matière de finances publiques. La *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* prévoit une réduction des dépenses de formation.

NOMBRE DE JOURS DE FORMATION PAR ETC

	Nombre de jours de formation par ETC
2011-2012	**3,00**
2010-2011	3,80
2009-2010	5,88
2008-2009	3,57
2007-2008	3,34

Le nombre de jours de formation par *Equivalent temps complet* (ETC) est de 3,0 jours en 2011-2012, soit un résultat inférieur à la cible de 3,5 jours par ETC. Les efforts de formation ont été recentrés plus étroitement sur le développement des compétences et des connaissances essentielles à une agence de statistiques.

Le taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables est en hausse légère par rapport à 2010-2011. Cet écart ne représente qu'un départ supplémentaire par rapport à l'exercice financier précédent.

Un questionnaire d'entrevue d'arrivée a été mis en place afin de mieux comprendre les motivations et les attentes des nouveaux employés. Ce nouvel outil permet d'ajuster les stratégies d'attraction et de rétention du personnel.

Les actions mises en œuvre dans le cadre de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre ainsi que la satisfaction des employés mesurée dans le cadre de l'étude sur le climat organisationnel apparaissent comme autant d'éléments qui influent positivement sur le taux de roulement du personnel, particulièrement celui du personnel occupant des emplois jugés vulnérables.

TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL OCCUPANT DES EMPLOIS VULNÉRABLES

	Emplois réguliers vulnérables	Emplois occasionnels vulnérables	Total emplois vulnérables
		%	
2011-2012	**1,08**	**1,79**	**1,35**
2010-2011	1,03	0,75	0,92
2009-2010	4,15	0,76	2,78
2008-2009	0,52	0,90	0,66

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 10

MAINTENIR LA MOBILISATION ET LA MOTIVATION DU PERSONNEL AFIN DE RELEVER NOS DÉFIS

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des employés	**n. d.**
Taux d'absentéisme (année civile 2010)	**3,73 %**
Taux de participation des employés à une activité de mobilisation et de motivation	**100 %**

L'étude du climat organisationnel et le taux d'absentéisme livrent une évaluation des degrés de mobilisation et de motivation du personnel au sein d'une organisation.

La dernière étude sur le climat organisationnel a été menée en septembre 2010. Affichant un taux de participation de 91,2 %, cette cinquième édition de l'étude révèle que 93 % des employés se disent satisfaits ou très satisfaits de la qualité du climat organisationnel. La cible institutionnelle est fixée à 90 %.

En 2011-2012, un plan d'action organisationnel a été adopté par la haute direction dans le but de maintenir et d'améliorer la qualité de vie au travail.

Le taux d'absentéisme à l'Institut pour l'année civile 2010 atteignait 3,73 % en légère baisse par rapport à l'année précédente.

Le taux d'absentéisme à l'Institut demeure nettement sous la moyenne de l'ensemble des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise (4,94 % en 2010). Il s'agit d'une constante.

Ce résultat peut être attribué, en partie, aux mesures préventives mises en place par l'Institut, notamment le programme de santé et les initiatives liées à l'amélioration de la qualité de vie au travail.

En 2011-2012, tous les employés de l'Institut de la statistique du Québec ont participé à au moins une activité de mobilisation et de motivation.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 11

RECONNAÎTRE LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES HUMAINES AU SUCCÈS DE L'ORGANISATION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**6** types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	**56 %**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	**n. d.**

Les pratiques de reconnaissance sont bien implantées au sein de l'Institut. Ces activités contribuent à la qualité de vie au travail et prennent les formes suivantes :

- rencontres d'équipe;
- plan de développement personnalisé;
- mentions personnalisées dans l'intranet;
- bonis pour rendement exceptionnel;
- activités de reconnaissance visant à souligner les réalisations majeures;
- accueil des nouveaux employés.

Du 1er avril 2011 au 31 mars 2012, l'Institut a signifié des attentes à 56 % de ses employés.

À la suite de changements organisationnels et des départs à la retraite, la priorité a été donnée à l'appropriation des mandats et la connaissance des ressources disponibles par les nouveaux gestionnaires.

Le Comité de qualité de vie au travail a complété ses travaux au cours de la dernière année. Ce groupe de travail réunissait des employés représentant les différentes directions de l'Institut. Depuis la formation du comité, six rencontres ont été tenues. Les travaux ont été consacrés en majeure partie à la reconnaissance au travail. Le Comité s'est également penché sur la question du transfert de l'expertise. Les recommandations des employés ont été déposées au Comité de direction générale en avril 2012.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 12

DISPOSER DE L'INFORMATION DE GESTION INTÉGRÉE PROPICE À LA PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**3** processus révisés

Afin d'améliorer la gestion de l'information en appui à la prise de décision, l'Institut a entrepris une révision de plusieurs processus de gestion.

En premier lieu, la direction générale a approuvé la présentation et le contenu d'un tableau de bord de gestion. Cet outil présente graphiquement les indicateurs les plus pertinents relatifs à l'utilisation des ressources, au suivi des activités et à la gouvernance de l'Institut dans une vision prospective.

Les outils d'aide à la gestion, la planification de la main-d'œuvre et l'autorisation de dotation des emplois ont bénéficié d'applications informatiques avancées.

Le processus de traitement des ententes contractuelles a été revu en profondeur de manière à intégrer la contribution des différents acteurs au sein de l'organisme et réduire les délais menant à l'approbation des ententes.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 13

OPTIMISER LA GESTION DES RISQUES, DES OPÉRATIONS ET DES PROJETS EN S'INSPIRANT DES MEILLEURES PRATIQUES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**4** processus révisés

La vision stratégique de l'Institut entraine un examen rigoureux des risques stratégiques, financiers, opérationnels et technologiques. En réponse à l'évolution de son contexte, l'Institut a entrepris en 2010-2011, quatre chantiers en vue de l'élaboration d'un nouveau plan de développement organisationnel.

Les différents comités de travail ont complété les travaux relatifs à la programmation statistique, à la gestion de projet et au cadre de gestion intégrée de la production statistique.

Parmi les améliorations concrètes, l'ensemble du processus de gestion de projet a été restructuré du démarrage à la réalisation des projets; le Comité de direction générale agit maintenant à titre de gestionnaire du portefeuille de projets de l'Institut et une charte de projet encadre désormais la présentation et le processus d'autorisation de tout nouveau projet.

Au-delà de ces travaux majeurs, les directions associées à la coordination institutionnelle ont mis de l'avant plusieurs pratiques et outils de gestion performants au cours de l'exercice financier 2011-2012.

1. Adoption d'une politique en matière de gestion préventive des situations de conflit et de harcèlement au travail.
2. Élaboration d'un questionnaire d'entrevue d'arrivée afin de mieux comprendre les motivations et les attentes des nouveaux employés.
3. Création d'un espace virtuel afin de mettre à la disposition des gestionnaires, les documents et outils relatifs aux meilleures pratiques de gestion.
4. Mise à jour des lignes directrices relatives aux déplacements hors Québec permettant une simplification dans l'organisation des déplacements des employés.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

04

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013

Partenaire de la démarche gouvernementale de développement durable, l'Institut recueille, produit et diffuse les informations statistiques nécessaires au suivi des indicateurs de la Stratégie gouvernementale ainsi que les indicateurs de développement durable pour le Québec.

À cet égard, l'Institut travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). À titre d'organisme gouvernemental, il est un membre actif du Comité interministériel du développement durable.

Le 31 mars 2009, l'Institut adoptait son *Plan d'action de développement durable 2008-2013*. Ce plan d'action officialise l'engagement de l'Institut envers la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013.

Cette section rend compte de l'atteinte des objectifs du *Plan d'action de développement durable 2008-2013*.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Poursuivre la promotion du concept et des principes de développement durable

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT À LA RÉALISATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION À LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PERSONNEL

GESTES	SUIVI
Diffuser le *Plan d'action de développement durable* de l'Institut.	**Réalisé** Le *Plan d'action de développement durable* est accessible sur le site Web et sur l'intranet de l'Institut.
Diffuser des capsules touchant les dimensions du développement durable.	**En continu**
Présenter le concept de développement durable et le plan d'action aux employés.	**En cours** Une formation portant sur la démarche gouvernementale et le rôle de l'Institut est offerte aux employés. En 2011-2012, quelque 99 employés ont suivi cette formation obligatoire. La majorité des employés de l'Institut ont bénéficié de cette formation.
Participer aux activités réalisées par le Bureau de coordination du développement durable (BCDD) du MDDEP.	**Réalisé** Au 31 mars 2012, 6 employés toujours actifs au sein du Comité de développement durable, représentant 50 % du personnel ciblé, ont suivi une ou plusieurs formations en développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Taux d'employés joints par les activités de sensibilisation au développement durable

- D'ici 2011, 100 % du personnel

Taux d'employés joints par les activités de formation au développement durable

- D'ici 2013, 50 % du personnel

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Lors de son lancement, le *Plan d'action de développement durable 2008-2013* a fait l'objet d'une vaste campagne de diffusion au sein de l'Institut.

En 2010-2011, l'Institut a mené auprès de ses employés, une enquête portant sur la sensibilisation au développement durable. Cette enquête est identique à celle menée à l'échelle du secteur public par l'Institut à la demande du MDDEP.

Le taux de sensibilisation des employés de l'Institut à la démarche de développement durable atteint 95 %. Toujours selon l'enquête, quelque 80 % des employés ont correctement reconnu la définition du développement durable. Le taux de réponse à l'enquête s'élève à 85 %.

Il s'agit de résultats extrêmement satisfaisants qui témoignent de l'importance des efforts investis dans la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Faciliter la compréhension des statistiques officielles sur le développement durable

ACTION

DÉVELOPPER DES OUTILS POUR CONTRIBUER À UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES STATISTIQUES OFFICIELLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Mise à jour de la section réservée au développement durable (site Web de l'Institut).	**En continu** Mise à jour des indicateurs de développement durable et des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013.
Offrir des outils facilitant la compréhension des indicateurs de développement durable.	**Réalisé** Publication de l'édition 2011 des *Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable*.
	Réalisé Diffusion d'un tableau de bord dynamique sur les indicateurs de développement durable dans la BDSO.
	En cours Un travail substantiel a été réalisé afin de permettre la diffusion du site jeunesse sur le développement durable. Cette initiative est en voie d'être finalisée et le site sera disponible au cours de l'exercice budgétaire 2012-2013.
	En cours La section « Concepts et définitions » du site Web a été révisée au cours de l'année 2011-2012. Une section enrichie sera accessible en 2012-2013.
Mettre à jour la section réservée au développement durable (intranet de l'Institut).	**En continu** Cette section traite de la *Loi sur le développement durable*, du plan d'action de l'Institut ainsi que du rôle et de la composition du Comité de développement durable
Nouvelles publications	**Nouveau bulletin :** *Info développement durable* dont le premier numéro a été publié en novembre 2011

INDICATEUR CIBLE

Nature et type des outils

- Outils mis en place

Nombre de consultations des sections réservées au développement durable sur le site Web

- Hausse de 5 % par année

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Au 31 mars 2012, 69 579 consultations ont été enregistrées dans les sections du site Web réservées au développement durable. Par rapport à l'année de référence (2009-2010), il s'agit d'une hausse de 81,4 %. Cette hausse importante témoigne de la qualité et de la pertinence des informations disponibles. À titre informatif, les publications sur la thématique du développement durable font l'objet d'un nombre impressionnant de consultations, soit près de 61 400 au cours de l'année 2011-2012.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

ÉVALUER TOUT NOUVEAU PROJET DE PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE AU REGARD DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Inclure le critère des principes de développement durable dans la gestion de projets.	**Réalisé** Ce geste a été intégré à l'architecture des programmes statistiques.
Sélectionner les principes de développement durable pertinents en regard de la nature de nos activités.	**Réalisé** Un exercice a été réalisé afin d'identifier les principes de développement durable les plus pertinents considérant la nature des activités de l'Institut.
Prendre connaissance des expériences partagées par les ministères et organismes.	**Réalisé** Deux employés ont suivi des formations spécifiquement réservées à la prise en compte des principes de développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des nouveaux projets évalués en regard des principes de développement durable.

- D'ici 2012 : 100 % des nouveaux projets.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En raison de la revue des programmes statistiques, aucun nouveau projet n'a été évalué en regard des principes de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

AUGMENTER LA PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE INCLUANT LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUÉBEC

GESTES	SUIVI
Augmenter le nombre de publications qui intègrent les dimensions du développement durable.	**Réalisé** Les bulletins statistiques régionaux du Québec ont été bonifiés par l'ajout de dimensions du développement durable. **Nouvelle publication :** *Comptes des écosystèmes : cadre conceptuel et exemples d'application*, novembre 2011.
Réaliser des partenariats avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques dans le domaine du développement durable.	**En cours** Ce geste est intégré à l'architecture des programmes statistiques. **En continu** Les travaux sur les comptes de l'environnement se poursuivent au sein de l'Institut par l'ajout de plusieurs indicateurs.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des publications qui intègrent les dimensions du développement durable au Québec

- Hausse de 5 % par année.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Quelques publications ont été bonifiées au regard des dimensions du développement durable, notamment les bulletins statistiques régionaux du Québec. Au 31 mars 2012, la cible n'est pas atteinte.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 2

Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail

ACTION

CONSOLIDER LES MOYENS ASSURANT LA PRÉVENTION ET PERMETTANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

GESTES	SUIVI
Animer un lieu d'échange pour les employés sur la qualité de vie au travail.	**En continu** Le Comité sur la qualité de vie au travail a tenu une rencontre en 2011-2012 sur la thématique du transfert d'expertise et formulé des recommandations au Comité de direction générale.
Réaliser et actualiser le programme santé annuellement.	**Réalisé en 2011-2012** - 40 employés ont été vaccinés pour la grippe saisonnière. - 72 employés ont bénéficié du programme d'encouragement à l'activité physique. - L'Institut s'est associé au programme « Au cœur du travail » de la Fondation des maladies du cœur du Québec. Quelque 30 employés se sont inscrits à cette activité de sensibilisation. - Disponibilité d'un centre de conditionnement physique dans l'édifice de Québec. - Un équipement de luminothérapie est également disponible. Une dizaine d'employés utilisent régulièrement cet équipement.
Évaluations et adaptations ergonomiques de postes de travail.	**En continu** 22 employés ont bénéficié d'une évaluation pour des besoins spécifiques.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de moyens de prévention et d'amélioration de la qualité de vie au travail.

- Moyens de prévention et d'amélioration mis en place.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En 2011-2012, 174 participants ont pris part à l'une ou l'autre des activités en 2011-2012.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES PRATIQUES ET DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT AUX DISPOSITIONS DE LA *POLITIQUE POUR UN GOUVERNEMENT ÉCORESPONSABLE*

GESTES	SUIVI
Mettre en place une gestion intégrée des documents.	**En continu** Le plan de classification a été complété en 2009-2010. L'Institut complète la refonte du calendrier de conservation des documents.
Faire l'acquisition de technologies environnementales.	**En continu** L'Institut porte une attention particulière lors de la rédaction des appels d'offres en vue de l'acquisition de biens répondant à des critères environnementaux.
Réaliser des achats écoresponsables.	**En continu** L'Institut utilise des matériaux et produits recyclés et recyclables. Une démarche a été entreprise afin d'introduire des exigences en matière d'organisation d'événements écoresponsables.
	Réalisé Les fontaines d'eau sont maintenant alimentées par l'eau courante et munies d'un refroidisseur.
Recycler les matières résiduelles.	**En continu** L'Institut recycle ses déchets électroniques et participe au programme *Visez juste*. L'implantation de la récupération des matières résiduelles a été complétée en 2010-2011. L'Institut recycle également ses cartouches d'encre. Selon le modèle, la Fondation Mira peut compter sur le recyclage des cartouches pour son financement. De même, des ordinateurs sont remis à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec.
Sensibiliser les employés.	**En continu** Des capsules sont diffusées régulièrement sur l'intranet.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de pratiques et activités.

- Pratiques et activités mises en œuvre.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

L'Institut a posé plusieurs gestes en lien avec la gestion des matières résiduelles, la sensibilisation des employés, la gestion documentaire intégrée, l'acquisition de technologies environnementales ou toute autre acquisition écoresponsable. Les travaux relatifs à l'élaboration d'un cadre de gestion environnementale ont été poursuivis activement en 2011-2012.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

MINIMISER L'UTILISATION DU PAPIER DANS LES STRATÉGIES ET LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DONNÉES TOUT EN ASSURANT L'ATTEINTE DES TAUX DE RÉPONSE PRÉVUS DANS LES ENQUÊTES

GESTES	SUIVI
Établir une stratégie visant la diversification et l'intégration des modes de collecte, notamment par le Web grâce à des efforts de veille sur les meilleures pratiques.	**Nouveau** En 2011-2012, la Direction des stratégies et des opérations de collecte a introduit un projet pilote visant une utilisation à grande échelle du Web dans le cadre de l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle*. Cette initiative, si elle devait être étendue à plusieurs enquêtes, engendrera une réduction marquée de la consommation de papier.

INDICATEUR CIBLE

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises.

> D'ici 2013, réduire de 25 % (année de référence 2008-2009 = 5,6 feuilles par entreprise).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

> 4,5 feuilles par entreprise en 2011-2012, une réduction de près de 20 % par rapport à l'année de référence.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

PRIVILÉGIER LA DIFFUSION ÉLECTRONIQUE DES STATISTIQUES OFFICIELLES

GESTES	SUIVI
Privilégier la diffusion des publications par voie électronique	**En cours** A l'échéance, l'ensemble des publications à l'exception des documents de référence, seront diffusées uniquement par voie électronique.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage de réduction des publications papier.

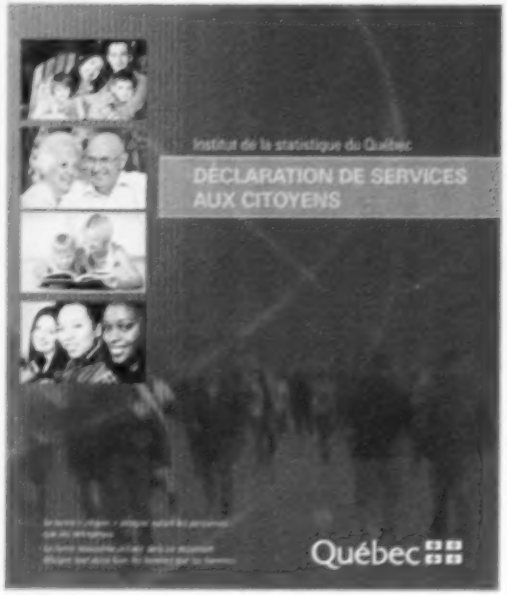
- D'ici 2013, réduire de 40 %.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Réduction de 58,7 % au 31 mars 2012.

05

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS



La Déclaration de services aux citoyens traduit l'engagement de l'Institut à offrir des services et des produits de qualité à la population québécoise. Le savoir-faire et la garantie de la confidentialité de l'Institut assurent aux citoyens, l'accès à des produits et services de première qualité. Cet engagement s'étend à la qualité de nos publications, à l'accessibilité de nos produits et services ainsi qu'à notre responsabilité à l'égard des participants aux enquêtes.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES

L'Institut accorde une grande importance à toutes les plaintes et les commentaires dans un souci constant d'amélioration de la qualité de ses services. Une plainte est l'expression d'une insatisfaction à l'égard des services reçus. Elle est considérée comme une demande à l'autorité administrative d'agir conformément à sa déclaration de services aux citoyens. Les travaux portant sur un processus amélioré de gestion des plaintes se sont poursuivis en 2011-2012 et les résultats pourront être appréciés pleinement en 2012-2013.

En 2011-2012, deux plaintes formelles ont été reçues. Ces plaintes concernent le caractère confidentiel des renseignements personnels.

Il importe de mentionner que les citoyens qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser à l'Institut, par écrit ou via son site Web. L'organisme s'engage à traiter les plaintes dans un délai de cinq jours ouvrables suivant leur réception ou d'informer les plaignants s'il ne peut respecter ce délai. L'accompagnement des personnes ayant des incapacités dans la formulation d'une plainte est également offert.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PARTICIPANTS AUX ENQUÊTES

Les participants aux enquêtes contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut, lequel garantit la confidentialité des renseignements recueillis. L'Institut s'assure d'alléger le fardeau du participant en évitant le dédoublement d'enquêtes, en exploitant les données administratives et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés. La Politique d'information au participant d'une enquête expose les obligations juridiques ainsi que les normes institutionnelles qui dictent et encadrent la façon d'intervenir auprès d'un participant.

Le Comité d'éthique contribue à assurer la protection des participants en examinant, sur le plan éthique, les différents projets de l'Institut. Ce dernier offre aux participants une section spécifique de son site Web. L'Institut a également créé, à l'intention des participants qui désirent obtenir plus d'information, l'adresse électronique suivante : collecte@stat.gouv.qc.ca.

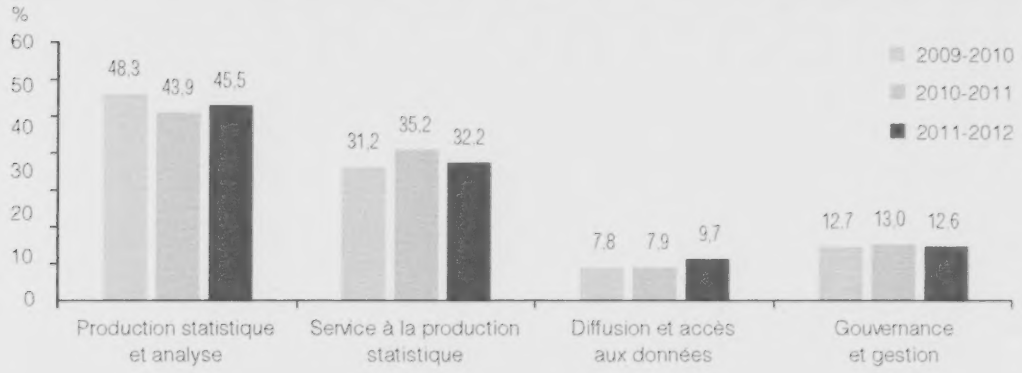
06

UTILISATION DES RESSOURCES

ÉVOLUTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

	Subventions (en M$)	Revenus autonomes (en M$)	Revenus totaux (en M$)	Portion des revenus autonomes (%)
2011-2012	**13,8**	**15,2**	**29,0**	**52,4**
2010-2011	13,9	15,5	29,4	52,7
2009-2010	14,3	12,8	27,1	47,2
2008-2009	14,3	14,4	28,7	50,2
2007-2008	14,3	12,0	26,3	45,6
2006-2007	14,4	10,1	24,5	41,2
2005-2006	13,6	10,1	23,7	42,6
2004-2005	15,5	7,7	23,2	33,2
2003-2004	16,5	6,6	23,1	28,6
2002-2003	16,0	7,8	23,8	32,8
2001-2002	14,3	6,3	20,6	30,6
2000-2001	13,8	5,4	19,2	28,1
1999-2000	11,8	5,2	17,0	30,6

UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR ACTIVITÉ



RESSOURCES FINANCIÈRES

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances afin de remplir ses obligations légales et institutionnelles, et des revenus autonomes générés par des travaux statistiques réalisés pour des ministères et organismes gouvernementaux ou d'autres organisations des secteurs parapublic et privé.

Au cours des années, l'Institut a augmenté le nombre de ses partenariats d'affaires, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus totaux de 70,6 % depuis sa première année d'activité en 1999-2000. La part relative des revenus autonomes dans les revenus totaux de l'Institut a augmenté de façon significative, passant de 30,6 % en 1999-2000 à 52,4 % en 2011-2012.

La subvention versée par le ministère des Finances passe de 13,9 M$ en 2010-2011 à 13,8 M$ en 2011-2012 reflétant les engagements de l'Institut conformément à la *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* (ci-après la Loi sur l'équilibre budgétaire).

Les ressources financières disponibles en 2011-2012 ont été prioritairement consacrées à la réalisation et à la diffusion de la production statistique. De fait, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistiques (45,5 %), au soutien direct à la production statistique (32,2 %) ainsi qu'à la diffusion des données et à l'accès aux données (9,7 %) représentent 87,4 % de l'utilisation totale des ressources financières à l'Institut.

Les dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif représentent 12,6 % des ressources financières totales.

L'article 14 de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* permet à certains organismes de tenir compte de leurs activités de nature commerciale au regard de l'application de la loi.

MESURES DE RÉDUCTION DE DÉPENSES DE L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT AU 31 MARS 2012

	Cible de réduction à terme 2013-2014 ($)	Réduction cumulative réalisée au 31 mars 2012 ($)
Dépenses de fonctionnement de nature administrative	219 011	388 386
Dépenses de publicité, de formation et frais de déplacement	116 968	180 338
Rémunération	513 326	659 456
Total	732 337	1 047 842

La politique de réduction de certaines dépenses de l'Institut exclut ainsi du calcul les dépenses effectuées dans le cadre de projets issus d'ententes contractuelles avec des clients.

Afin de répondre à l'effort de réduction des dépenses publiques, l'Institut visait en 2011-2012, une réduction globale de 410,0 k$ par rapport à 2009-2010, soit 153,3 k$ provenant des dépenses de fonctionnement de nature administrative et 256,7 k$ provenant de la masse salariale.

Or, les mesures prises par l'Institut ont entraîné une réduction globale de 1 047,8 k$ par rapport à 2009-2010 soit 659,5 k$ provenant de la masse salariale et 388,4 k$ provenant des dépenses de fonctionnement dont 180,3 k$ en dépenses de formation, en frais de déplacement et en publicité.

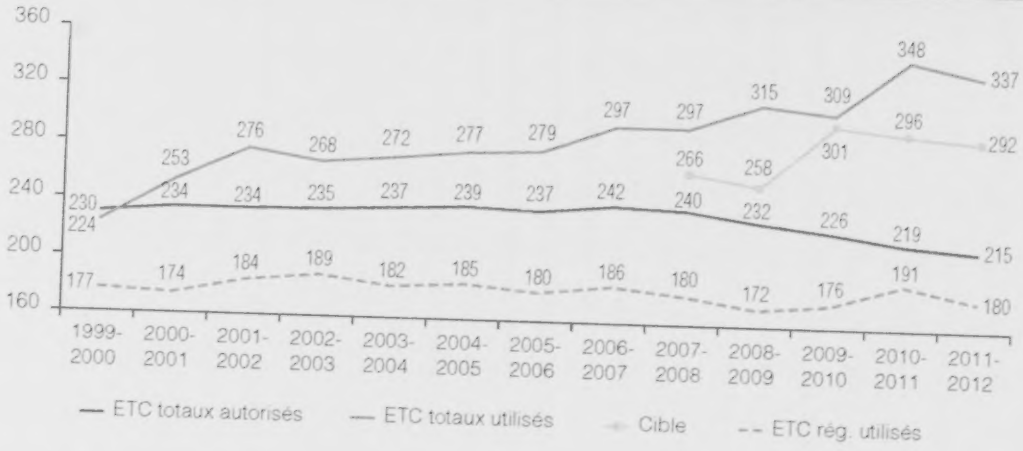
Les réductions de dépenses réalisées permettent à l'Institut de se conformer à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Le déficit de l'exercice atteint 110,7 k$ en 2011-2012, soit 0,4 % des dépenses totales de l'organisme. Les résultats financiers montrent une amélioration importante par rapport à l'année précédente alors que le déficit de l'exercice atteignait 1 092,7 k$ au 31 mars 2011.

RÈGLES POUR LES BONIS AU RENDEMENT

Les ministères et les organismes ont à rendre compte des bonis versés aux cadres et aux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein au cours de la période d'évaluation du rendement effective du 1er avril 2010 au 31 mars 2011.

En 2011-2012, aucun boni au rendement n'a été versé au personnel cadre de l'Institut concernant la période d'évaluation du rendement effective du 1er avril 2010 au 31 mars 2011. Aucun boni n'a été versé au directeur général de l'Institut, seul titulaire d'un emploi supérieur au sein de l'organisme.

ÉVOLUTION DES ETC (données au 31 mars 2012)



ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

	ETC réguliers utilisés	ETC totaux utilisés (cible SCT)	ETC totaux utilisés	ETC réguliers utilisés/ ETC totaux utilisés (%)
2011-2012	**180**	**292**	**337**	**53,4**
2010-2011	191	296	348	54,9
2009-2010	176	301	309	57,0
2008-2009	172	258	315	54,6
2007-2008	180	266	297	60,6
2006-2007	186		297	62,6
2005-2006	180		279	64,5
2004-2005	185		277	66,8
2003-2004	182		272	66,9
2002-2003	189		268	70,5
2001-2002	184		276	66,7
2000-2001	174		253	68,8
1999-2000	177		230	79,0

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 2012, l'Institut comptait 366 employés, soit 337 ETC (équivalents temps complet) totaux utilisés (ETC réguliers et ETC occasionnels). L'augmentation des ETC totaux utilisés reflète la progression soutenue des ententes de nature commerciale auprès de nos partenaires. Ces projets, souvent majeurs, engendrent une hausse des revenus autonomes.

En 2011-2012, les ETC totaux utilisés ont été réduits en raison de l'effort de réduction des dépenses demandé aux ministères et organismes. L'attrition et le non-renouvellement des postes d'occasionnels et de contractuels expliquent la réduction des effectifs. La finalisation de grandes enquêtes populationnelles entraine également une réduction des effectifs.

Comme le montre le tableau suivant, depuis l'année 1999-2000, la proportion des ETC réguliers utilisés par rapport aux ETC totaux utilisés est passée de 79,0 % à 53,4 % en 2011-2012, une situation qui résulte de la progression des ententes de nature commerciale.

INVESTISSEMENT EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

	Nombre d'activités	En heures	En $	Pourcentage de masse salariale (%)
2011-2012	**297**	**7 080**	**409 869**	**2,23**
2010-2011	319	9 252	557 762	3,12
2009-2010	366	12 711	782 720	4,30
2008-2009	413	7 961	526 198	2,70
2007-2008	342	6 937	423 841	2,50
2006-2007	356	8 838	502 041	2,82
2005-2006	330	7 408	447 950	2,90

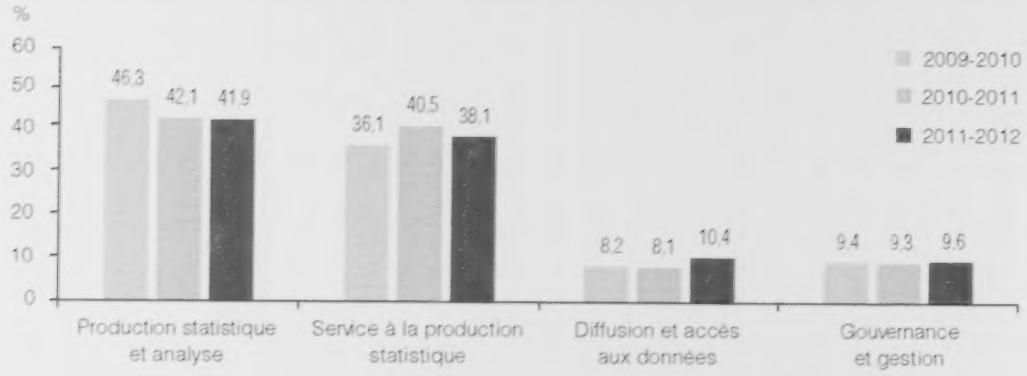
En 2011-2012, les jours-personnes utilisés par l'Institut se répartissent comme suit (voir le graphique ci-contre) : 41,9 % à la production et l'analyse statistiques, 38,1 % au soutien direct à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, développement de solutions et soutien technologique), 10,4 % à la diffusion des données et l'accès aux données et 9,6 % au soutien administratif et institutionnel.

La grande majorité des ressources humaines (90,4 %) est directement engagée dans les activités de production, d'analyse et de diffusion des données statistiques de qualité pour et sur le Québec.

En tant qu'organisme de haut savoir, l'Institut considère l'importance de la formation et du développement des ressources humaines.

On peut observer une réduction importante du nombre d'activités, des heures et du montant investi en formation et développement en 2011-2012.

UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR ACTIVITÉ



ÉVOLUTION DU TAUX DE ROULEMENT (en %)

	Régulier*	Occasionnel (paie standard)**	Total (sans les intervieweurs)	Intervieweurs	Régulier vulnérable	Occasionnel vulnérable	Total des emplois vulnérables
2011-2012	**5,90**	**5,36**	**5,71**	**29,81**	**1,08**	**1,79**	**1,35**
2010-2011	5,17	5,22	5,19	18,78	1,03	0,75	0,92
2009-2010	7,25	6,11	6,79	7,69	4,15	0,76	2,78
2008-2009	4,15	21,52	10,51	18,18	0,52	0,90	0,66
2007-2008	9,69	10,48	---	32,08	---	---	---

* Le taux de roulement des ressources régulières est calculé sur la base de : (mutations externes + démissions) / (nombre d'employés réguliers en avril + nombre d'employés réguliers fin mars) / 2).

** Le taux de roulement des ressources occasionnelles est calculé sur la base de : démissions / (nombre d'employés occasionnels en avril + nombre d'employés occasionnels fin mars) / 2).

TAUX DE ROULEMENT 2011-2012 PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Hommes	0	6	0	0	6
Femmes	1	10	1	0	12
Total	**1**	**16**	**1**	**0**	**18**

TAUX D'ABSENTÉISME (en %)

	Institut de la statistique du Québec	Fonction publique
2010	**3,73**	**4,94**
2009	3,84	4,90
2008	4,79	4,87
2007	3,52	4,95
2006	3,87	4,91

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE AU 31 MARS 2012 (en nombre et en pourcentage des employés réguliers)

	En nombre d'employés	Pourcentage des employés
2012-2013	5	2,4 %

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Conformément à la Directive sur la gestion des ressources informationnelles, l'Institut rend compte des projets de développement réalisés et des sommes consacrées en matière de ressources informationnelles (RI).

Au cours de la dernière année, la Direction des services informationnels et technologiques a réalisé un projet de développement en mode électronique, en appui à l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle*.

Ce projet qui n'était pas inscrit dans la planification au début de l'exercice financier, a nécessité des investissements de l'ordre de 24,0 k$ en acquisitions matérielles et logicielles et de 42,0 k$ en ressources humaines.

Les échéanciers serrés de ce projet ont forcé le report à court terme de projets prévus dont ceux reliés à l'évolution des infrastructures. Ce réaménagement dans la séquence de réalisation des projets explique l'écart entre les débours planifiés et réels.

Par ailleurs, la contribution des RI au gouvernement en ligne représente près de 600 jours-personnes consacrés à l'évolution et à la maintenance des sites Web de l'Institut, de celui de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec et de quelques extranets.

L'Institut a poursuivi l'évolution de ses infrastructures par le rehaussement :

- des pare-feu et la création d'un laboratoire représentatif des environnements de travail de l'Institut
- de la solution d'emmagasinage à l'aide de nouvelles infrastructures plus performantes et plus robustes, tenant compte d'une planification d'évolution à l'Institut et intégrant par la même occasion, le projet de migration et d'implémentation d'une nouvelle solution de sauvegarde
- de la plateforme de traitement du logiciel d'exploitation statistique SAS
- des infrastructures du système téléphonique
- de la plateforme de collecte de données par entrevues téléphoniques.

DÉBOURS PLANIFIÉS ET RÉELS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR LA PÉRIODE 2011-2012 (en milliers de dollars)

	Débours planifiés*	Débours réels	Écart
Projets de développement		66,0	–66,0
Autres activités	5 253,5	5 016,0	237,5
Total	**5 253,5**	**5 082,0**	**171,5**

* Débours planifiés présentés dans le *Plan triennal de la collecte de mai 2010, des projets et des activités prévus en ressources informationnelles* (PTPARI).

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Tous les employés de l'Institut sont conscients que la sécurité de l'information constitue l'assise de la relation de confiance avec les participants aux enquêtes, les partenaires et la population.

L'Institut a poursuivi l'appréciation des risques et des contrôles dans certains projets tels que l'*Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec*, où l'information revêt un caractère particulièrement sensible.

L'Institut a également actualisé différentes mesures de sécurité, notamment un mécanisme assurant le déploiement automatique de correctifs de sécurité ainsi qu'une solution visant le contrôle des accès à l'Internet (aussi appelé filtrage de contenu).

L'Institut a poursuivi ses activités de veille et de réseautage dans les domaines de la gestion des risques et de la sécurité.

L'Institut est en attente des nouvelles exigences du Conseil du trésor relatives à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

07

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ACCÈS AUX DOCUMENTS

En vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), six demandes ont été adressées à l'Institut en 2011-2012 :

Les demandeurs et la durée moyenne de traitement

Trois demandes ont été déposées par des organismes publics et trois demandes ont été déposées par des citoyens. Le délai moyen de traitement est de 13,2 jours.

La nature des demandes et des refus

Une demande visait l'obtention de fichiers et renseignements tirés du Registre des événements démographiques. Cette demande a été refusée en vertu des articles 53 et 54 de La *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

Deux demandes concernent des documents de nature administrative et financière. Une demande a été partiellement refusée en vertu de l'article 48 de la loi mentionnée ci-dessus. Une demande a été acceptée et les renseignements demandés ont été transmis au demandeur.

Enfin, trois demandes touchaient de l'information que l'Institut ne détenait pas. Par conséquent, ces trois dernières demandes ont été refusées sur la base de l'article 48 de la loi mentionnée précédemment.

Dans le respect du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels*, l'Institut rend public sur son site Web, l'ensemble des documents requis par ce règlement.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS[1]

La confidentialité et la protection des renseignements personnels constituent les assises de la crédibilité et de la notoriété de l'Institut. Dans la réalisation de sa mission, l'Institut assure le respect du « secret statistique ».

La codification du secret statistique est inscrite dans l'article 25 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. I-13-011). Il en découle les obligations légales de l'Institut en matière de protection de tout renseignement obtenu en vertu de cette loi et dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne, physique ou morale, une entreprise, un organisme ou une association (ci-après « renseignement confidentiel »).

Cette disposition s'applique également à toute communication de renseignements effectuée en vertu de la Loi et de toute entente de partage conclue conformément à la Loi.

L'Institut a mis en place des processus afin de respecter ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des renseignements personnels.

La secrétaire de l'Institut, M^me^ Marie-José Péan, est la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels (RADPRP) désignée par le directeur général de l'Institut.

En octobre 2009, le Comité d'examen confidentialité (CEC) a été mis en place en appui au RADPRP de l'Institut dans l'exercice de sa fonction. Le CEC est formé de membres du personnel de l'Institut possédant une expertise en matière de statistique (méthodologie, collecte), soit d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels (conseiller juridique), auxquels une personne experte en éthique est adjointe. En 2011-2012, le CEC a tenu huit rencontres.

Le Directeur général a, le 14 octobre 2009, constitué le Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information (CCSI), et ce conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels.

Le CCSI relève directement du directeur général de l'Institut. Il est chargé, entre autres, de soutenir celui-ci dans l'exercice de ses responsabilités relatives à la diffusion de l'information et à la protection des renseignements personnels.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

1. Cette reddition de comptes relative à cet élément est effectuée en vertu du Plan d'action pour la protection des renseignements personnels, adopté en 1999 par le Conseil des ministres.

L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 2011-2012

	Réguliers*	Occasionnels**	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	24	18	12	8
Embauche d'intervieweurs (0 à 35 heures)	0	80	0	0
Total		**142**		

* Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

** Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2012

Effectif régulier	207
Effectif occasionnel et étudiant	159 (56 intervieweurs)
Effectif total (personnes)	**366**

GROUPE CIBLE : MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE PAR TYPE DE GROUPES CIBLES ET PAR STATUT D'EMPLOI EN 2011-2012

Statuts d'emploi	Embauche totale	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles					Taux d'embauche par statut d'emploi* (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	24	2	0	0	0	2	8 %
Occasionnels	18	3	0	0	0	3	17 %
Étudiants	12	2	0	0	0	2	17 %
Stagiaires	8	4	0	0	0	4	50 %
Total	**62**	**11**	**0**	**0**	**0**	**11**	**18 %**

* Le taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale de l'année dans ce statut d'emploi. Ce taux n'inclut pas les interviewveurs.

> RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE

Atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires qui sont membres de communautés culturelles, ou qui sont des anglophones, des Autochtones ou des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Pour 2011-2012, l'objectif d'embauche de membres de groupes cibles n'a pas été atteint. Toutefois, le taux d'embauche global des groupes cibles est en hausse pour chacune des années couvertes par le présent plan stratégique.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES* PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS (en %)

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
			%		
2011-2012	**8**	**17**	**17**	**50**	**18**
2010-2011	20	14	15	14	**16**
2009-2010	0	11	10	17	**11**
2008-2009	20	7	8	11	**10**
2007-2008	25	16	30	0	**18**
2006-2007	60	10	20	100	**18**

* Taux d'embauche global des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées. Ce taux n'inclut pas les interviewveurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2010		2011		2012	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Membres de communautés culturelles	17	9,0 %	20	10,0 %	19	9,2 %
Autochtones	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Anglophones	3	1,6 %	4	2,0 %	4	1,9 %
Personnes handicapées	3	1,6 %	3	1,5 %	4	1,9 %
Total	**23**	**12,3 %**	**27**	**13,5 %**	**27**	**13,0 %**

» RAPPEL DES OBJECTIFS :

Concernant les personnes issues des groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier.

Concernant les personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

Résultats : Le taux de représentativité total dépasse l'objectif gouvernemental. Il atteint 13,0 % pour l'exercice 2011-2012.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2010		2011		2012	
	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)
Membres de communautés culturelles	13	9,0 %	9	7,2 %	10	10,1 %
Autochtones	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Anglophones	1	0,7 %	1	0,8 %	1	1,0 %
Personnes handicapées	1	0,7 %	3	2,4 %	2	2,0 %
Total	**15**	**10,5 %**	**13**	**10,4 %**	**13**	**13,1 %**

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS À LA FIN DE MARS 2012

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel*		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Membres de communautés culturelles	1	5,9	17	12,7	1	2,6	0	0,0	0	0,0	19	9,2
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	0	0,0	4	3,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	1,9
Personnes handicapées	0	0,0	4	3,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	1,9
Total	**1**	**5,9**	**25**	**18,7**	**1**	**2,6**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**27**	**13,0**
Effectif régulier total	**17**		**134**		**38**		**18**		**0**		**207**	

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2011-2012 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	16	13	8	6	43
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2011-2012	66,7 %	72,2 %	66,7 %	75,0 %	69,4 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER À LA FIN DE MARS 2012

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel*	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	17	134	38	18	0	207
Nombre de femmes ayant le statut d'employée régulière	8	73	22	17	0	120
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	47,1 %	54,5 %	57,9 %	94,4 %	0,0 %	58,0 %

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'exercice de reddition de comptes est l'occasion de faire état des différentes actions ou mesures mises en place dans les ministères et organismes afin de favoriser la gestion de la diversité.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	2011-2012
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis au cours de l'année (cohorte de 2011)	1
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH (en prévision des cohortes débutant en 2012)	0

AUTRES MESURES OU ACTIONS

	2011-2012	
Mesure ou action	Groupes cibles visés	Nombre de personnes visées
Plan de développement des ressources humaines	Tous	32
Programme d'accueil et d'intégration	Tous	2

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Le *Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire* et administratif établit l'obligation de faire état des actions entreprises à l'égard de l'allègement de la règlementation ainsi que l'élimination ou l'assouplissement d'exigences administratives.

L'évolution de trois indicateurs du Plan stratégique 2009-2014, à savoir l'utilisation de données existantes, la consolidation des demandes des ministères et organismes au sein d'une même enquête et le volume d'enquêtes utilisant des modes de collecte adaptés au participant, confirment l'engagement de l'organisme à l'égard de l'allègement règlementaire et administratif.

Dans le cadre de ses enquêtes, l'Institut de la statistique du Québec a joint, en 2011-2012, quelque 38 000 entreprises et 208 000 citoyens. L'Institut a instauré, toujours en 2011-2012, un projet pilote de collecte sur le Web dans le cadre d'une enquête auprès des individus et des ménages.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis en matière d'allègement règlementaire et administratif. Dans le même sens, l'Institut allège le fardeau des entreprises en réduisant la taille des questionnaires comme en font foi les résultats du Plan d'action de développement durable 2008-2013, exposés dans le présent rapport.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS AU REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues dans le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*.

Ce règlement a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique. Il favorise également la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement.

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut attache une grande importance aux valeurs d'impartialité, de professionnalisme, de transparence et de respect de la confidentialité.

L'organisme adhère aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (Organisation des Nations Unies).

La répondante en éthique, M^me^ Caroline St-Pierre, directrice des ressources humaines, a été nommée en juin 2010. On la consulte sur diverses problématiques d'ordre éthique. Ces interventions visent à accompagner et faciliter une prise de décision éclairée.

Aucun manquement à l'éthique n'a été constaté au cours de l'année 2011-2012.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE

Président : Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer, de manière indépendante, sur les aspects éthiques de tout projet impliquant des personnes[2] ou utilisant des renseignements personnels. Les projets considérés peuvent être une étude, une analyse, une enquête ou un projet de recherche.

Le Comité d'éthique a bénéficié de la contribution de neuf personnes au cours de l'exercice financier 2011-2012 dont six membres venant de l'extérieur de l'Institut, y compris M. Pierre Durand, président et M. André Duval, vice-président.

Le comité a tenu dix réunions régulières au cours de cette période, examinant les demandes d'évaluation éthique de onze nouveaux projets et assurant un suivi de douze autres projets en cours de réalisation. Le suivi de ces projets est devenu nécessaire en raison de modifications importantes ou de risques n'ayant pas été prévus lors de leur présentation initiale. La présentation par les responsables de projet des demandes d'évaluation devant le comité apporte un éclairage mutuellement bénéfique tant aux membres du comité qu'aux experts de l'Institut.

Ces rencontres contribuent à bâtir un climat de confiance tout en favorisant une meilleure compréhension du rôle joué par le Comité d'éthique.

Les membres du Comité d'éthique ont observé des améliorations importantes dans la rédaction des lettres d'information aux participants et des ententes entre l'Institut et ses partenaires. Ces ententes permettent de mieux définir les responsabilités de chacune des parties et assurent un déroulement qui est davantage conforme aux normes éthiques reconnues.

Le *Précis d'évaluation éthique* a fait l'objet d'une révision : la nouvelle version a été adoptée en septembre 2011. Dans la foulée de ce travail important, le formulaire d'éthique *Demande d'évaluation (formulaire d'éthique)* a également fait l'objet d'une révision.

Le Comité d'éthique se fait un devoir de garantir que les travaux exécutés à l'Institut seront toujours conformes aux règles et aux normes habituellement reconnues en éthique. La plus grande préoccupation du Comité d'éthique demeure la protection du participant contre tout risque associé à un projet.

Au cours de la prochaine année, le Comité portera une attention particulière à l'aspect éthique de l'utilisation des nouvelles technologies dans la réalisation des enquêtes.

2. Sont considérées comme personnes tous sujets humains, cadavres, restes humains, tissus, liquides organiques, gamètes, embryons ou fœtus.

Sources :
Secrétariat et Affaires juridiques, Comité d'éthique.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Institut de la statistique du Québec occupe des locaux à Québec et à Montréal. L'organisme est un client de la Société immobilière du Québec (SIQ) en vertu d'ententes spécifiques. En conséquence, la SIQ se porte garante de l'Institut en ce qui a trait à l'efficacité énergétique des bâtiments.

Depuis quelques années, l'Institut possède un système de visioconférence. Cet équipement permet de réduire les déplacements de ses employés entre Québec et Montréal. La forte utilisation et l'efficacité de cet outil en matière d'économie de temps, d'argent et de consommation énergétique ont incité l'Institut à procéder à l'installation d'un deuxième système de visioconférence en 2010-2011.

L'Institut ne dispose d'aucun véhicule qui lui appartienne ou en location à long terme. Les employés de l'Institut voyagent presque exclusivement en train ou en autobus entre Québec et Montréal. Par diverses mesures, l'Institut favorise l'utilisation du transport en commun.

L'Institut se distingue par la tenue d'activités de sensibilisation, notamment dans le cadre de la campagne Défi Climat, la Semaine des transports actifs et la Journée de l'environnement dans l'administration publique. Enfin, la Direction des communications diffuse régulièrement des capsules d'information à l'intention des employés de l'Institut.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

L'EMPLOI ET LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION

La Politique linguistique de l'Institut de la statistique du Québec a été adoptée en 2004. Cette politique est accessible en permanence sur l'intranet de l'Institut afin de la faire connaître aux membres du personnel. C'est en français que se déroulent les communications avec la clientèle. Le français est la langue du travail, celle des normes d'achat ainsi que celle des règles concernant les technologies de l'information.

Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse font l'objet d'une révision linguistique.

Des ouvrages de référence, imprimés et informatisés, ainsi que plusieurs capsules de chroniques linguistiques dans l'intranet sont également mis à la disposition du personnel.

En 2011-2012, conformément aux exigences de la nouvelle Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration :

- Le directeur général de l'Institut a désigné une mandataire chargé de veiller à l'application de la Charte de la langue française, de ses règlements et des politiques gouvernementales à caractère linguistique au sein de l'organisme. La mandataire s'assure que l'Institut accorde une attention constante à l'emploi et à la qualité de la langue française dans ses activités.
- L'Institut a créé un comité permanent chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique linguistique institutionnelle qui tient compte de la nouvelle politique gouvernementale. Le comité est composé de la mandataire, qui le préside, et de personnes clés de l'organisation, lesquelles auront ultérieurement à mettre en œuvre cette politique.

Cette politique institutionnelle s'appliquera aux communications écrites, orales et électroniques. En 2011-2012, le comité a tenu une rencontre.

Dans un contexte où l'Institut sollicite la participation volontaire des citoyens à de nombreuses enquêtes, celui-ci doit maintenir un équilibre entre les exigences de la Politique gouvernementale et l'atteinte de normes de qualité en matière statistique, notamment à l'égard des taux de réponse.

Dans la recherche de cet équilibre, l'Institut a dérogé à la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration ainsi qu'à sa politique institutionnelle dans le cadre de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle au cours de l'exercice financier 2011-2012. Cette dérogation a permis de joindre un maximum de participants dans les commissions scolaires anglophones du Québec.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

En 2008, l'Institut procédait à une analyse de la tarification appliquée aux services rendus à sa clientèle. Pour ce faire, l'Institut a établi un coût de revient de ses produits basé sur une logique de comptabilité par activité. La grille tarifaire vise le recouvrement des coûts relatifs à la production de biens et services faisant l'objet de demandes spécifiques de sa clientèle.

Ces travaux ont permis à l'Institut de se conformer à la Politique de financement des services publics annoncée lors du dépôt du Discours sur le budget 2009-2010. Cette politique vise à améliorer le financement des services publics afin d'en maintenir la qualité et de s'assurer de la transparence et de la reddition de comptes relative au processus tarifaire.

En 2011-2012, la production tarifée a rapporté à l'Institut 15,2 millions de dollars tandis que les coûts relatifs à ces services ont atteint 15,9 millions de dollars dont 2,0 millons de dollars provenant d'organismes non gouvernementaux. Dans ce contexte, le niveau de financement atteint 95,6 %. Il s'agit d'une augmentation importante puisque ce taux atteignait 89,1 % au cours de l'année 2010-2011.

En prévision de l'année financière 2012-2013, la grille tarifaire a été revue et majorée de 2,66 % au 1er avril 2012 conformément à la Politique de financement des services publics.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

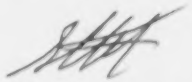
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 11 juin 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Le vérificateur général du Québec par intérim,
Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 11 juin 2012

ÉTAT DES RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2012	2011
REVENUS		
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	13 761 800 $	13 926 800 $
Services rendus	15 160 821	15 449 110
Autres revenus	32 634	32 639
	28 955 255	29 408 549
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	22 895 732	23 682 676
Honoraires professionnels	732 740	1 086 502
Loyers	1 987 068	2 100 236
Services et fournitures informatiques	740 676	750 762
Achats de données statistiques	505 894	459 312
Communications	473 799	527 471
Frais de déplacement et de séjour	220 810	370 685
Frais de bureau	126 413	182 830
Impression	130 516	236 934
Frais de formation	186 176	169 812
Amortissement des immobilisations corporelles	987 943	776 242
Autres charges	78 200	157 750
	29 065 967	30 501 212
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(110 712)	(1 092 663)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 084 300	2 176 963
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	973 588 $	1 084 300 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	538 264 $	1 596 539 $
Placements temporaires (note 3)	-	720 717
Débiteurs	3 653 476	2 836 038
Services rendus non facturés	4 104 872	2 725 706
	8 296 612	7 879 000
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus	1 450 232	1 604 623
Revenus reportés	2 786 851	2 469 263
Indemnités de vacances dues aux employés	2 012 766	2 007 462
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	36 543	48 078
Provision pour congés de maladie (note 6)	3 713 646	3 706 107
	10 000 038	9 835 533
DETTE NETTE	(1 703 426)	(1 956 533)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 7)	2 295 277	2 687 546
Charges payées d'avance	381 737	353 287
	2 677 014	3 040 833
EXCÉDENT CUMULÉ	973 588 $	1 084 300 $

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Directeur général
de l'Institut de la statistique du Québec

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2012	2011
Déficit de l'exercice	(110 712)$	(1 092 663)$
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	(595 674)	(1 452 623)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	987 943	776 242
	392 269	(676 381)
Acquisition de charges payées d'avance	(441 689)	(395 443)
Utilisation de charges payées d'avance	413 239	488 945
	(28 450)	93 502
Diminution (augmentation) de la dette nette	253 107	(1 675 542)
Dette nette au début de l'exercice	(1 956 533)	(280 991)
Dette nette à la fin de l'exercice	(1 703 426)$	(1 956 533)$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2012	2011
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(110 712)$	(1 092 663)$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	987 943	776 242
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
(Augmentation) diminution des débiteurs	(817 438)	1 883 601
Augmentation des services rendus non facturés	(1 379 166)	(1 293 905)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(28 450)	93 502
(Diminution) augmentation des créditeurs et frais courus	(262 723)	150 967
Augmentation (diminution) des revenus reportés	317 588	(2 268 040)
Augmentation des indemnités de vacances dues aux employés	5 304	11 600
Augmentation de la provision pour congés de maladie	7 539	270 725
	(2 157 346)	(1 151 550)
Flux de trésorerie affectés aux activités de fonctionnement	(1 280 115)	(1 467 971)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(487 342)	(1 466 156)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(487 342)	(1 466 156)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (*suite*)

	2012	2011
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition	(11 535)$	(11 061)$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(11 535)	(11 061)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 778 992)	(2 945 188)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	2 317 256	5 262 444
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 8)	538 264 $	2 317 256 $

Un montant de 206 790$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les créditeurs et frais courus au 31 mars 2012 (98 458$ au 31 mars 2011).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec (l'Institut), constitué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q. chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public et, pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les services rendus non facturés, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Comptabilisation des revenus, services rendus non facturés et revenus reportés

Les revenus pour services rendus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les services rendus non facturés comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les revenus reportés se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012 *(suite)*

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisées au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux annuels suivants :

	%
Améliorations locatives	20
Ameublement	20
Développement informatique	20
Équipement	33 1/3
Équipement informatique	25
Logiciels	25
Système téléphonique	33 1/3
Outil de collecte	33 1/3
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	20

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

3. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût et sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien.

4. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Aux 31 mars 2012 et 2011, aucune avance n'avait été contractée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012 *(suite)*

5. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2012	2011
4,2 %, remboursable en versements mensuels de 1 111 $, comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	36 543 $	48 078 $
Moins portion du capital échéant à court terme	12 029	11 535
	24 514 $	36 543 $

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2012 sont les suivants :

Total des paiements minimums futurs	38 891 $
Moins partie représentant les intérêts	2 348
	36 543 $

Les paiements minimums futurs au cours des quatre prochains exercices se chiffrent à :

- 13 334 $ en 2013
- 13 334 $ en 2014
- 12 223 $ en 2015

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 8,69 %, 11,54 % et 11,54 % de la masse salariale cotisable du 1er avril au 31 décembre 2011 et de 8,94%, 12,30% et 12,30% du 1er janvier au 31 mars 2012.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 247 881$ (1 189 912$ en 2011). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2012	2011
Solde au début	**3 706 107 $**	3 435 382 $
Charge de l'exercice	**1 514 900**	1 351 750
Prestations versées au cours de l'exercice	**(1 507 361)**	(1 081 025)
Solde à la fin	**3 713 646 $**	3 706 107 $

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS *(suite)*

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

	RRPE, RRAS	RREGOP	2011
Taux de croissance de la rémunération	3,25 %	3,25 %	2,75 % et 3,25 %
Taux d'actualisation	3,21 %	3,83 %	3,82 % et 4,82 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	9 ans	17 ans	8 ans et 18 ans

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2012									
	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2012
					$					
Coût										
Solde au début	1 773 822	629 309	5 020 163	46 279	2 474 036	596 111	247 931	176 507	60 040	11 024 198
Acquisitions	1 095	18 779	0	0	291 932	194 860	89 008	0	0	595 674
Dispositions	0	0	0	0	0	(33 051)	0	0	0	(33 051)
Solde à la fin	1 774 917	648 088	5 020 163	46 279	2 765 968	757 920	336 939	176 507	60 040	11 586 821
Amortissement cumulé										
Solde au début	965 585	433 211	5 020 163	44 487	1 309 207	291 826	239 603	19 561	13 009	8 336 652
Amortissement	240 415	59 646	0	1 792	453 271	148 758	13 217	58 836	12 008	987 943
Dispositions	0	0	0	0	0	(33 051)	0	0	0	(33 051)
Solde à la fin	1 206 000	492 857	5 020 163	46 279	1 762 478	407 533	252 820	78 397	25 017	9 291 544
Valeur comptable nette	568 917	155 231	0	0	1 003 490	350 387	84 119	98 110	35 023	2 295 277

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2011	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2011
					$					
Coût										
Solde au début	1 463 571	583 047	5 020 163	46 279	1 784 211	483 712	240 646	0	60 040	9 681 669
Acquisitions	310 251	46 262	0	0	799 919	112 399	7 285	176 507	0	1 452 623
Dispositions	0	0	0	0	(110 094)	0	0	0	0	(110 094)
Solde à la fin	1 773 822	629 309	5 020 163	46 279	2 474 036	596 111	247 931	176 507	60 040	11 024 198
Amortissement cumulé										
Solde au début	742 906	378 216	5 020 163	42 520	1 074 727	174 001	236 970	0	1 001	7 670 504
Amortissement	222 679	54 995	0	1 967	344 574	117 825	2 633	19 561	12 008	776 242
Dispositions	0	0	0	0	(110 094)	0	0	0	0	(110 094)
Solde à la fin	965 585	433 211	5 020 163	44 487	1 309 207	291 826	239 603	19 561	13 009	8 336 652
Valeur comptable nette	**808 237**	**196 098**	**0**	**1 792**	**1 164 829**	**304 285**	**8 328**	**156 946**	**47 031**	**2 687 546**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012 *(suite)*

8. FLUX DE TRÉSORERIE

	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	538 264 $	1 596 539 $
Placements temporaires (note 3)	-	720 717
	538 264 $	2 317 256 $

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 711 100 $ à compter d'avril 2011, soit un montant de 400 000 $, 130 550 $, 130 550 $ et 50 000 $ à chaque 1er avril et ce, jusqu'en avril 2014 inclusivement. Le solde de cet engagement au 31 mars 2012 est de 311 100 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527 $ répartie sur trois ans, soit un montant annuel de 789 509 $ jusqu'en mars 2015. Le solde de cet engagement au 31 mars 2012 est de 2 368 527 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012 *(suite)*

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Les opérations avec ces apparentés incluses dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange se répartissent comme suit :

	2012	2011
Services rendus	13 151 815 $	14 192 563 $
Charges de fonctionnement	2 785 083	3 065 034
Débiteurs	3 047 345	2 448 819
Services rendus non facturés	3 228 774	2 526 268
Charges payées d'avance	209 553	193 950
Créditeurs et frais courus	160 897	164 755
Revenus reportés	2 456 475	2 220 092
Traitements et avantages sociaux	836 400	858 874

L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

LISTE DES ENQUÊTES

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DES MÉNAGES

- Enquête auprès des artistes québécois en arts visuels
- Enquête de l'environnement durant l'enfance et du développement des maladies allergiques
- Enquête de santé du Saguenay–Lac-St-Jean 2012
- Enquête montréalaise sur l'expérience préscolaire des enfants à la maternelle
- Enquête québécoise sur l'expérience de soins de santé et des services sociaux
- Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle
- Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement
- Enquête sur l'accès des ménages québécois à Internet
- Enquête sur la santé des Montréalais
- Enquête sur les attitudes et les pratiques parentales au Québec, 2012
- Enquête sur les habitudes tabagiques des Québécois
- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- Enquête auprès des distributeurs et diffuseurs de livres du Québec, 2010
- Enquête auprès des sociétés de courtage en valeurs mobilières
- Enquête minière du Québec (volet annuel-investissement)
- Enquête minière du Québec (volet annuel-production)
- Enquête minière du Québec (volet général)
- Enquête minière du Québec (volet mise-à-jour de l'univers)
- Enquête minière du Québec (volet préliminaire-production et investissement)
- Enquête minière du Québec (volets mensuel et trimestriel)
- Enquête statistique sur les acquisitions d'oeuvres d'art au Québec
- Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- Enquête sur l'apiculture au Québec
- Enquête sur l'innovation dans le secteur de la fabrication au Québec
- Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires
- Enquête sur la fréquentation d'établissements d'hébergement du Québec

- Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec
- Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec
- Enquête sur la mise en marché de la pomme du Québec, récolte 2010
- Enquête sur la pomme de terre, écoulement de la récolte 2010
- Enquête sur la pomme de terre, ensemencement en 2011
- Enquête sur la pomme de terre, récolte en 2011
- Enquête sur la rémunération globale 2011 (salarial)
- Enquête sur la rémunération globale 2012 (profilage)
- Enquête sur la superficie récoltée, la production et la valeur des légumes de conserve, 2011
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volets édition, distribution et librairie)
- Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec, 2011
- Enquête sur les cultures à conserve retenues par contrat
- Enquête sur les projections cinématographiques
- Enquête sur les sociétés de fiducie, de prêt hypothécaire ou d'épargne
- Enquêtes sur les statistiques avicoles (volets poussins de type ponte, poussins de type chair et dindonneaux)

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – MUNICIPALITÉS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (Données provisoires 2011 et perspectives 2012)
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (Données réelles 2010)
- Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales publique québécoise

AUTRES ACTIVITÉS

- Enquête sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services Web du RDPRM du MJQ

annexes

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

BIOALIMENTAIRE

- Bulletin Agro-Flash
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire, édition 2011

COMMERCE EXTÉRIEUR

- Commerce international des marchandises du Québec

COMPARAISONS ÉCONOMIQUES

- Le Québec dans le monde
- Tableau statistique canadien

COMPTES ÉCONOMIQUES

- Bulletin Flash
- Comptes économiques des revenus et dépenses, édition 2011
- Comptes économiques du Québec
- Le modèle intersectoriel au Québec : fonctionnement et applications
- Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- Produit intérieur brut régional par industrie au Québec 2010
- [Nouveau] Produit intérieur brut, revenu intérieur brut et gains d'échange
- Stat-EXPRESS. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

CONDITIONS DE VIE ET BIEN-ÊTRE

- [Nouveau] Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde, 2009. Portrait québécois et régional
- L'ÉLDEQ en bref 1998-2010
- Portraits et trajectoires
- [Nouveau] Utilisation et préférences des familles quant à la garde régulière de leurs jeunes enfants selon l'indice de défavorisation

CULTURE ET COMMUNICATIONS

- [Nouveau] Le système d'indicateurs de la culture et des communications au Québec : deuxième partie
- Les écrivains québécois, portrait de la condition de pratique de la profession littéraire au Québec
- Optique Culture
- [Nouveau] Statistiques sur l'industrie du film et de la télévision indépendante, Tome 1
- [Nouveau] Statistiques sur l'industrie du film et de la télévision indépendante, Tome 2

DÉMOGRAPHIE

- Coup d'œil sociodémographique
- Données sociodémographiques en bref
- Le bilan démographique du Québec, édition 2011

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- [Nouveau] Comptes des écosystèmes : cadre conceptuel et exemples d'application
- Indicateurs de suivi de la stratégie gouvernementale de développement durable
- [Nouveau] Info développement durable

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques 1991-2010
- Courtage de détail en valeurs mobilières
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces (mensuel)
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces 1991-2010
- Flux et stock de capital fixe et indice d'intensité capitalistique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces 1991-2010
- Fonds communs de placement au Québec
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données provisoires et révisées 2010
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, par région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, 1997-2009

MINES

- Bulletin Mines en chiffres, édition 2010

RÉGIONS

- Panorama des régions du Québec, édition 2011

SANTÉ

- Bulletin d'information sur l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes
- Enquête québécoise sur des conditions de travail, d'emploi et de SST (EQCOTESST), en collaboration avec l'IRSST et l'INSPQ
- [Nouveau] Les défis de l'alimentation des jeunes enfants québécois (1-8 ans)
- [Nouveau] Les défis de l'alimentation des enfants et adolescents québécois (9-18 ans)
- [Nouveau] Enquête québécoise sur la santé de la population : Présentation des données régionales sur la santé au travail
- Zoom santé

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INFORMATION

- Bulletin Science, technologie et innovation en bref
- Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec, édition 2011
- [Nouveau] Profil statistique du secteur des technologies de l'information et des communications
- S@voir.stat : Bulletin de l'économie du savoir

SECTEUR MANUFACTURIER

- Le manufacturier en bref

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Annuaire québécois des statistiques du travail 2000-2010
- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2010
- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2011
- Flash-info
- [Nouveau] La comparaison de la rémunération des employés de l'administration québécoise : La sélection des emplois repères : orientations, approches et méthodologie

- [Nouveau] La qualité de l'emploi des travailleurs plus âgés au Québec : Regard sur l'évolution de la situation des hommes et des femmes
- [Nouveau] La rémunération variable dans les entreprises de 200 employés et plus au Québec : Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec, Collecte 2010
- Rémunération des salariés : État et évolution comparée 2011
- [Nouveau] Résultats de l'Enquête sur la population active

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2012-2013
- Guide de l'utilisateur : Fichier de correspondance entre le Code postal et le code géographique
- Historique des modifications aux municipalités du Québec 1991-2010
- Le Québec chiffres en mains, édition 2012
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin annuel
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin mensuel
- Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2012-2013
- Québec Handy Numbers, 2011 Edition
- Rapport annuel de gestion 2010-2011

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

AGRO FLASH

- Septembre 2011 — Évolution du revenu agricole en 2010
- Mars 2012 — Évolution des recettes monétaires des agriculteurs en 2011

BULLETIN FLASH

- Décembre 2011 — Revenu personnel, édition 2011
- Décembre 2011 — L'évolution du travail dans les MRC

CAPSULES : TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Hausse du salaire minimum au Québec et évolution de l'emploi : que disent les données statistiques?
- La rémunération dans l'administration municipale
- Évolution du pouvoir d'achat des hommes au Québec entre 1997 et 2009
- La rémunération dans l'administration municipale
- Les avantages sociaux dans l'administration municipale
- Les nouveaux retraités au Québec et ailleurs au Canada : un bref aperçu

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES

- Volume 12, numéro 1 — Dynamique des exportations de biens et de services du Québec sur les marchés extérieurs (première partie)
- Volume 12, numéro 2 — Dynamique des exportations de biens et de services du Québec sur les marchés extérieurs (seconde partie)
- Volume 12, numéro 3 — Simulation d'une tranche de 1 milliard de dollars en exportations internationales au Québec pour l'année 2011
- Volume 12, numéro 4 — Le système de classification des produits de l'Amérique du Nord. Impact sur les données du commerce international du Québec

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

> Numéro 9	Les naissances au Québec en 2010 : la fécondité connaît un léger repli
> Numéro 10	Évolution de la consommation courante des ménages québécois de 1999 à 2009
> Numéro 11	La mortalité et l'espérance de vie au Québec : 2010 et tendance récente
> Numéro 12	Les mariages au Québec en 2010, la nuptialité reste stable, les célébrants se diversifient
> Numéro 13	La migration interrégionale au Québec en 2010-2011
> Numéro 14	Le logement et l'équipement ménager des ménages québécois

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

> Volume 15, numéro 3	L'environnement familial des enfants québécois en 2006
	Les déplacements interrégionaux des hommes et des femmes au Québec : y a-t-il des différences?
	L'aide ou les soins donnés aux personnes âgées, sans rémunération
	Vivre en famille, une protection contre le faible revenu : le cas de travailleurs actifs toute l'année
> Volume 16, numéro 1	Un portrait de la mortalité selon l'âge au Québec
	Les horaires de travail atypiques au Québec
	L'usage d'un véhicule privé, en hausse chez les ménages de 65 ans et plus
	Évolution de la prévalence et du taux de prévalence de la violence conjugale au Québec et au Canada entre 1993 et 2009
	Le recours à la garde habituelle pour les ménages ayant des enfants âgés de 5 à 11 ans
> Volume 16, numéro 2	Un portrait des résidents temporaires au Québec de 2000 à 2010

FLASH-INFO TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Volume 12, numéro 2 : La croissance salariale au Québec chez les salariés syndiqués en 2009 et 2010
  L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale au Québec : tendances depuis les 20 dernières années
- Volume 12, numéro 3 : Les régimes d'assurance collectifs : résultats de la collecte 2010 de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*
  Regard croisé sur l'évolution de l'emploi syndiqué et non syndiqué entre 1997 et 2010 dans les industries de la construction et de la fabrication
  Les échelles salariales dans le secteur privé
- Volume 13, numéro 1 : La répartition des employés réguliers à temps plein selon le domaine d'activité en 2010
  La rémunération dans les entreprises privées de 200 à 499 employés
  L'évolution de l'emploi dans l'industrie de la construction entre 1997 et 2011

INFO DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Numéro 1 : L'approche par capitaux pour mesurer le développement durable : où en est la réflexion?

L'ÉLDEQ EN BREF 1998-2010

- Volume 5, fascicule 4 : La victimisation par les pairs de la maternelle à la deuxième année du primaire
- Volume 6, fascicule 1 : Prédire la réussite scolaire des enfants en quatrième année à partir de leurs habiletés cognitives, comportementales et motrices à la maternelle

MINES EN CHIFFRES

- L'investissement minier au Québec en 2010

OPTIQUE CULTURE

> Numéro 2	Les distributeurs de livres en 2008-2009
> Numéro 3	Les écrivains québécois : un aperçu statistique
> Numéro 4	La fréquentation des institutions muséales en 2010
> Numéro 5	Les dépenses culturelles des municipalités en 2009
> Numéro 6	Ventes d'enregistrements sonores en 2010 : Renforcement des tendances
> Numéro 7	Les parts de marché du livre édité au Québec en 2009
> Numéro 8	La fréquentation des arts de la scène en 2010
> Numéro 9	Dix ans de ventes de livres
> Numéro 10	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2009-2010
> Numéro 11	Les ventes d'albums québécois de nouveaux artistes
> Numéro 12	L'emploi salarié dans certaines industries de la culture et des communications, de 1991 à 2009
> Numéro 13	Projections numériques : 45 % de l'assistance des cinémas en 2011
> Numéro 14	La performance financière de certaines industries culturelles au Québec de 2005 à 2009

PORTRAITS & TRAJECTOIRES

> Numéro 12	Les symptômes d'hyperactivité et d'inattention chez les enfants de la période préscolaire à la deuxième année du primaire
> Numéro 13	Quelques caractéristiques associées à l'utilisation des services de garde à contribution réduite dans la dernière décennie

S@VOIR.STAT.

> Volume 11, numéro 3	L'innovation dans les provinces canadiennes
> Volume 11, numéro 4	Les titulaires d'un grade universitaire de 65 ans et plus et le marché du travail
> Volume 12, numéro 1	L'aide fiscale du gouvernement du Québec pour la R-D industrielle
	L'*Enquête sur l'innovation dans le secteur de la fabrication au Québec, 2008-2010*
> Volume 12, numéro 2	Utilisation d'Internet à des fins personnelles au Québec en 2010

ZOOM SANTÉ

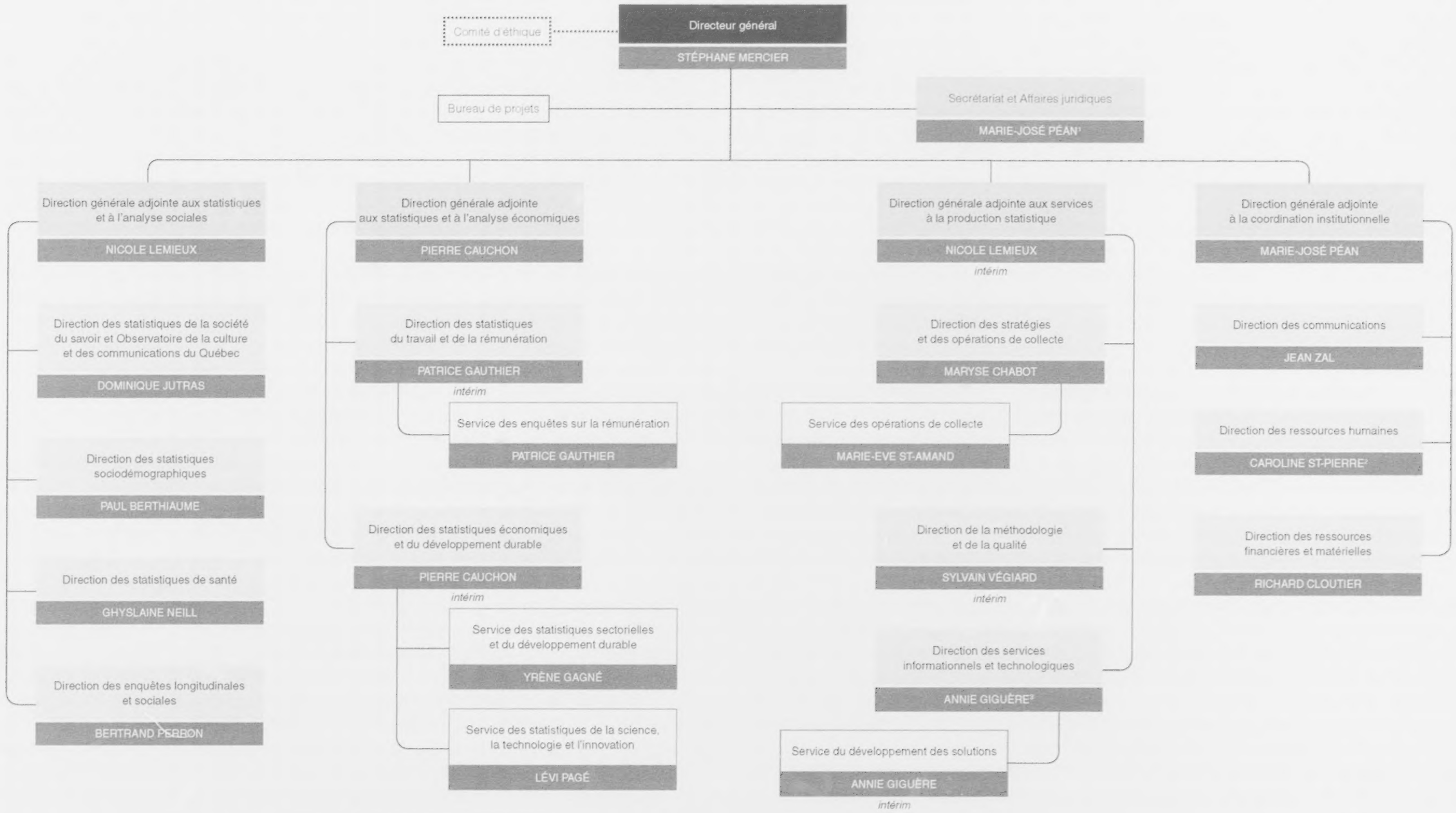
Numéro 25	Améliorer ses habitudes de vie à la suite de l'annonce d'un diagnostic de cancer : que révèle l'*Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer, 2008*?
Numéro 26	La prévention du tabagisme chez les jeunes : le poids de certains facteurs sociaux
Numéro 27	Des services de lutte contre le cancer centré sur la personne : l'expérience des patients de Chaudière-Appalaches
Numéro 28	L'allaitement maternel : une pratique moins répandue au Québec qu'ailleurs au Canada
Numéro 29	Profil et évolution du soutien social dans la population québécoise Défis méthodologiques de l'étude du soutien social dans l'*Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* : analyse de la non-réponse et recommandations
Numéro 30	Le recours à des méthodes présentant un potentiel de dangerosité pour la santé est-il répandu chez les Québécois qui tentent de perdre du poids ou de maintenir leur poids?
Numéro 31	Santé physique et comportements liés à la santé chez les jeunes Québécois de 15 à 17 ans
	Santé mentale et psychosociale des jeunes de 12 à 17 ans : quelques indicateurs clés
Numéro 32	La consommation d'alcool au Québec : évolution et portrait régional
Numéro 33	Les attentes des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux diffèrent-elles selon leur état de santé?
Numéro 34	Vieillir en santé au Québec : portrait de la santé des aînés vivant à domicile en 2009-2010
Numéro 35	Littératie en santé : compétences, groupes cibles et facteurs favorables

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

ORGANIGRAMME
AU 31 MARS 2012

Québec

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC



1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
2. Responsable de l'éthique.
3. Responsable de la sécurité de l'information.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Québec

> ENJEU 1 INNOVATION POUR UN SYSTÈME STATISTIQUE QUÉBÉCOIS INTÉGRÉ

> ORIENTATION 1 STIMULER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GOUVERNANCE NOVATRICE EN MATIÈRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES

1. Intensifier les efforts pour anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec

Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'Institut est présent	**3** tribunes	**10** tribunes	**12** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**541** organisations participantes	**772** organisations participantes	**840** organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	**8** nouveaux thèmes	**13** nouveaux thèmes	**16** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**221** activités de veille	**208** activités de veille	**162** activités de veille

2. Consolider le système de statistiques officielles dans une perspective de complémentarité et de cohérence

Nombre et nature des activités de consolidation	**31** activités	**35** activités	**38** activités

3. Alléger les demandes d'information auprès des citoyens et des entreprises

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**244** publications ou tableaux	**439** publications ou tableaux	**427** publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**15** enquêtes	**18** enquêtes	**21** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du répondant	**89 %**	**91 %**	**84 %**

4. De concert avec les partenaires, assurer la disponibilité des données nécessaires à la production statistique

Volume des sources de données disponibles	**431** sources de données	**1 014** sources de données	**1 036** sources de données
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**21** ententes	**20** ententes	**24** ententes

> ENJEU 2 SATISFACTION DES BESOINS DE CONNAISSANCES STATISTIQUES POUR L'ÉPANOUISSEMENT DU QUÉBEC

> ORIENTATION 2 RÉPONDRE EFFICACEMENT À UNE DEMANDE CARACTÉRISÉE PAR LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ

5. Miser sur des produits et des services permettant à nos clients de réagir à la dynamique évolutive des besoins de la société

Volume d'utilisation des produits et services de l'Institut	> **112** ententes > **77** présentations (congrès, colloques) > **1 091 691** sessions sur le site Web > **475 670** consultations des publications électroniques	> **107** ententes > **71** présentations (congrès, colloques) > **1 199 784** sessions sur le site Web > **476 652** consultations des publications électroniques	> **81** ententes > **67** présentations (congrès, colloques) > **1 641 082** sessions sur le site Web > **667 053** consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 108** mentions	**2 594** mentions	**2 926** mentions

6. Maintenir la qualité et la neutralité de notre information statistique

Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	> **93 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **95 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **98 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)

Taux de conformité aux dates de publication annoncées	**74,1 %**	**62,8 %**	**69,5 %**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,25**	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **103,67**	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,1**

7. Assurer un accès convivial à l'information statistique en misant sur les nouvelles technologies

Nombre et nature de modes de prestation de services	**7** nouveaux services	**4** nouveaux services	**3** nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	**91,9 %** (site Web)	—	—

8. Maximiser l'exploitation des données par des tiers à des fins de recherche et de prise de décision

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**42** projets	**41** projets	**62** projets
Nombre de banques de données utilisées	**85** banques de données	**79** banques de données	**178** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**4** alliances	**24** alliances	**22** alliances

> ENJEU 3 QUALITÉ ET AGILITÉ ORGANISATIONNELLE

> ORIENTATION 3 SE DÉMARQUER EN TANT QU'ORGANISATION DE HAUT SAVOIR, MODERNE ET RESPECTUEUSE DE SES RESSOURCES

9. Assurer la disponibilité de l'expertise

Taux de vulnérabilité des emplois	**24 %**	**21 %**	**18,5 %**
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	**5,88** jours de formation par ETC	**3,80** jours de formation par ETC	**3,00** jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**4,3 %**	**3,1 %**	**2,3 %**
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables	**2,78 %**	**0,92 %**	**1,35 %**

10. Maintenir la mobilisation et la motivation du personnel afin de relever nos défis

Taux de satisfaction des employés	—	**93 %**	—
Taux d'absentéisme	**4,79 %**	**3,84 %**	**3,73 %**
Taux de participation des employés aux activités de mobilisation et de motivation	**100 %**	**100 %**	**100 %**

11. Reconnaître la contribution des ressources humaines au succès de l'organisation

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**6** types d'activités	**8** types d'activités	**6** types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	**53,3 %**	**66 %**	**56 %**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010	**100 %**	**n. d.**

12. Disposer de l'information de gestion intégrée propice à la prise de décision

Degré d'avancement des travaux	**4** processus révisés	**4** processus révisés	**3** processus révisés

13. Optimiser la gestion des risques, des opérations et des projets en s'inspirant des meilleures pratiques

Degré d'avancement des travaux	**7** processus révisés	**4** chantiers	**4** processus révisés

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »

Institut de la statistique Québec